

FAO
Les prix alimentaires mondiaux en recul pour le 5^e mois consécutif

P 16

GAZ, ÉLECTRICITÉ ET HYDROGÈNE

L'Algérie, un axe énergétique entre l'Afrique et l'Europe

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a souligné, avant-hier, que l'Algérie continue de conforter sa place en tant qu'acteur majeur et fiable sur la scène énergétique internationale. P 3



LANCEMENT
D'UNE NOUVELLE
CAMPAGNE DE
REBOISEMENT

5 millions d'arbres à planter le 14 février

Après le grand succès de l'opération nationale de plantation du 25 octobre dernier, au cours de laquelle 1 million 410 000 arbres ont été plantés grâce à l'engagement des citoyens, des associations, des jeunes et de diverses structures, un nouveau défi se prépare. Le ministre de l'Agriculture, M. Yacine El Mehdi Oualid, a annoncé l'organisation d'une campagne de reboisement de grande envergure le 14 février, avec pour objectif de planter cinq millions d'arbres.

P 2

DIVERSIFICATION DE
L'ÉCONOMIE NATIONALE

Le FMI soutient les efforts de l'Algérie

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, a salué, avant-hier à Alger, les progrès significatifs réalisés par l'Algérie en matière de stabilité macroéconomique et de développement, mettant en avant la baisse du taux d'inflation et son impact positif sur l'économie nationale.

P 5

HÉLIUM

Les réserves algériennes estimées à plus de huit milliards m³

L'Algérie se hisse au troisième rang mondial pour ses réserves d'hélium, estimées à 8,2 milliards de mètres cubes, et au quatrième rang pour la production, avec 11 millions de mètres cubes en 2024. Ce positionnement stratégique place le pays au cœur d'un segment industriel à forte valeur ajoutée, indispensable aux technologies de pointe, notamment dans les secteurs médical, spatial, électronique et de la défense.

P 5

TIPASA
Le barrage de Kef Eddir complètement rempli P 2

117E SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA LIGUE ARABE

L'engagement de l'Algérie en faveur d'une vision arabe intégrée réaffirmé P 4

CNUCED
Les IDE en Afrique ont baissé de 38% en 2025, à 59 milliards \$ P 16

AGRICULTURE-
INTEMPÉRIES
**Lancement d’une
opération de
recensement des
agriculteurs et
éleveurs impactés**

Les services du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche ont entamé le recensement des agriculteurs et éleveurs ayant enregistré des pertes dans leurs exploitations en raison des inondations et des vents violents qui ont récemment touché plusieurs wilayas du pays, et ce, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la prise en charge des personnes impactées par ces intempéries, indique jeudi un communiqué du ministère.

A cet égard, il a été décidé de mobiliser des équipes techniques spécialisées au niveau des directions des services agricoles des wilayas pour l'inspection des exploitations agricoles afin de recenser et d'évaluer l'ampleur des dommages subis par les éleveurs et les agriculteurs, en particulier les propriétaires de serres et de champs ayant été inondés, précise le communiqué.

PROGRAMME
D'IMPORTATION DE 10
000 BUS
**134 nouveaux bus
réceptionnés au
port d'Alger**

La Direction des industries militaires du ministère de la Défense nationale (MDN), à travers l'Entreprise de développement de l'industrie automobile (EDIV), a réceptionné, hier au port d'Alger, la deuxième cargaison de bus, comprenant 134 véhicules de différents types. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme global portant sur l'importation de 6 800 bus auprès de partenaires étrangers, notamment de Chine et d'Allemagne.

L'initiative relève de la concrétisation du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant l'importation de 10.000 nouveaux bus destinés au renouvellement du parc national de transport de voyageurs. Ce programme fait l'objet d'un suivi personnel de la part du général d'armée, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire. Selon la même source, les opérations de réception se poursuivront au cours des prochains jours, avec l'arrivée progressive du reste de la commande programmée.

R E.

LANCEMENT D'UNE NOUVELLE CAMPAGNE DE REBOISEMENT

5 millions d'arbres à planter le 14 février

Après le grand succès de l'opération nationale de plantation du 25 octobre dernier, au cours de laquelle 1 million 410 000 arbres ont été plantés grâce à l'engagement des citoyens, des associations, des jeunes et de diverses structures, un nouveau défi se prépare. Le ministre de l'Agriculture, M. Yacine El Mehdi Oualid, a annoncé l'organisation d'une campagne de reboisement de grande envergure le 14 février, avec pour objectif de planter cinq millions d'arbres.

Par Z R.

« Une grande campagne de reboisement sera organisée le 14 février pour planter cinq (5) millions d'arbres, dans le cadre d'un effort national continu visant à protéger les forêts et à renforcer le couvert végétal, et ce, après le franc succès de l'opération nationale de reboisement du 25 octobre, qui a vu la plantation de 1.410.000 arbres grâce à la mobilisation des citoyens, des associations, des jeunes et de diverses institutions », a indiqué le ministère dans un communiqué.

En effet, cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un effort national soutenu pour la protection des forêts et le renforcement de la couverture végétale, est portée par le Ministère de l'Agriculture, la Direction Générale des Forêts et l'Association Algérie Verte. Le ministre a lancé un appel vibrant à la mobilisation générale : « Nous invitons

toutes les citoyennes et tous les citoyens, ainsi que les institutions publiques et privées, les associations, les scouts, les étudiants et les élèves à participer massivement à cette initiative nationale, chacun selon ses moyens et sa localisation, pour garantir le succès de ce rendez-vous important », a-t-il déclaré.

M. Oualid a souligné que cette opération n'était pas simplement un acte de plantation d'arbres, mais un symbole d'espoir et un engagement pour les générations futures. « Ce geste est porteur de sens : il représente notre responsabilité collective envers la nature et notre engagement pour un avenir plus vert et plus durable », a-t-il ajouté.

La campagne de reboisement, prévue le 14 février, marque donc un pas supplémentaire vers la consolidation de la stratégie nationale en matière de gestion des forêts et de lutte contre les effets du changement climatique. Le ministre a précisé que cette action

s'inscrit dans une vision à long terme visant à restaurer et maintenir la biodiversité des écosystèmes forestiers du pays. Cet événement a pour objectif de sensibiliser la population à l'importance de la protection de l'environnement et de faire de la lutte contre la déforestation une priorité nationale.

Le ministre Yacine El Mehdi Oualid a souligné que chaque arbre planté est une contribution précieuse à la régénération de la nature et à la construction d'un avenir plus respectueux de l'environnement. L'initiative vise non seulement à augmenter la surface boisée de l'Algérie, mais également à renforcer la culture de la protection de l'environnement à travers une action concrète et collective.

« Cette campagne n'est pas qu'une question de plantation d'arbres ; c'est un message d'espoir pour les générations à venir, un engagement pour un environnement plus sain », a affirmé le ministre.

TIPASA

Le barrage de Kef Eddir complètement rempli pour la première fois depuis sa mise en service

Le barrage de Kef Eddir, situé à Damous, à l'ouest de la wilaya de Tipasa, a atteint son niveau maximal pour la première fois depuis sa mise en service en 2023 grâce aux fortes chutes de pluies enregistrées récemment, a-t-on appris vendredi auprès de la direction locale de l'hydraulique. L'agence nationale des barrages et transferts (ANBT) a enregistré d'importantes précipitations qui ont permis au barrage de Kef Eddir d'atteindre son niveau maximal

avec un volume de 125 millions de mètres cubes d'eau pour la première fois depuis sa mise en service progressive en novembre 2023, a précisé la même source. Le niveau d'eau du barrage de Kef Eddir, qui fournit des quantités considérables d'eau pour l'irrigation agricole et alimente de nombreuses communes des wilayas de Chlef et d'Ain Defla, ainsi que 11 communes de la wilaya de Tipasa, a augmenté de plus de 40 millions m3, alors qu'il était de 85

millions m3 avant les dernières précipitations, selon la direction de l'hydraulique. Par mesure de précaution, l'ANTB a été contrainte de vider une partie des eaux du barrage. Pour rappel, le barrage de Kef Eddir est entré en service en novembre 2023 après l'achèvement des travaux du projet de transfert de ses eaux, ce qui a permis de mettre fin au problème de manque d'eau et des perturbations dans sa distribution dans plusieurs communes de la

wilaya de Tipaza, notamment celles situées dans la partie ouest. Les eaux du barrage de Kef Eddir, dont la capacité optimale est estimée à 125 millions m3, sont acheminées vers 18 réservoirs, dont 7 de petite taille, destinés aux zones rurales et montagneuses isolées, ainsi que vers 11 stations de pompage et stations d'épuration. Le réseau de canaux de transfert des eaux s'étend sur plus de 180 km.

APS

PROGRAMME "STUDY IN ALGERIA"

Plus de 200 étudiants internationaux ont rejoint l'Université Sétif 1

L'Université Ferhat-Abbas (Sétif 1) a accueilli, depuis début 2026, plus de 200 étudiants internationaux dans le cadre du programme "Study in Algeria" lancé par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a appris l'APS, jeudi, auprès de cette université. Ce programme, a-t-on précisé, est destiné à renforcer l'attractivité des universités algériennes et à attirer des étudiants de pays étrangers souhaitant poursuivre leurs études en Algérie.

Le directeur-adjoint de l'Université Sétif 1, chargé des relations extérieures et de la coopération, le Pr Nadhir Ali-Khodja, a indiqué à l'APS que ces étudiants internationaux "portent des nationalités de plusieurs pays comme l'Irak, la Libye, la Tunisie, le Niger, la Maurita-

nie et la Namibie et se répartissent dans les différents cycles de l'université, du premier cycle au doctorat". Ces nouveaux inscrits, qui s'ajoutent aux 110 autres étudiants internationaux qui ont rejoint l'université Sétif 1 dans le cadre des programmes de partenariat et de coopération, portent à 28 le nombre de nationalités d'étudiants, ce qui reflète "la dimension internationale de l'Université et confirme sa position en tant qu'institution universitaire attractive pour les étudiants internationaux", selon le même responsable.

M. Ali Khodja a ajouté que l'Université "s'est efforcée de fournir un accompagnement complet aux étudiants internationaux, incluant l'orientation pédagogique, l'accompagnement administratif et le soutien nécessaire pour ga-

rantir leur intégration dans la vie universitaire". De plus, un bureau d'accueil et d'orientation a été créé pour superviser les procédures d'inscription de manière précise, en coordination avec tous les services de l'université, afin d'assurer "un début de parcours académique fluide et réussi pour les étudiants", a-t-il ajouté.

Ces efforts s'inscrivent "dans le cadre de la stratégie de l'université visant à renforcer son rayonnement international et à consolider sa position en tant que centre académique capable d'attirer des étudiants internationaux, en harmonie avec les objectifs du ministère de tutelle de promouvoir le rayonnement de l'enseignement supérieur au niveau international", a conclu le même responsable.

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

GAZ, ÉLECTRICITÉ ET HYDROGÈNE

L’Algérie, un axe énergétique entre l’Afrique et l’Europe

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a souligné, avant-hier, que l'Algérie continue de conforter sa place en tant qu'acteur majeur et fiable sur la scène énergétique internationale.

Par Selma Rachid

Au cours de sa participation à une table ronde intitulée «Tirer parti du secteur de l'énergie - un fondement pour une intégration économique plus poussée», en marge de la conférence de haut niveau sous le thème «Afrique du Nord : relier les continents, créer des opportunités», le ministre d'Etat a précisé que l'Algérie est considérée comme un acteur majeur dans le domaine de l'énergie, grâce notamment à sa position géographique stratégique et à ses grandes capacités en matière d'hydrocarbures et de ressources minières, outre ses potentialités croissantes dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables, ce qui en fait un «partenaire clé» dans le renforcement de la sécurité énergétique à l'échelle régionale et internationale, notamment en Afrique et en Méditerranée.

Intervenant lors de cette table ronde, Arkab a indiqué que l'Algérie, de par sa position géographique reliant l'Afrique à l'Europe, et grâce à son infrastructure énergétique développée, est apte à jouer un rôle clé dans la satisfaction des besoins énergétiques à l'échelle locale et régionale, et de renforcer l'interconnexion énergétique entre les continents, au service de la stabilité des marchés de l'énergie et du renforcement de la coopération Sud-Sud et Nord-Sud.

Il a ainsi mis en avant le potentiel du continent africain et l'urgence d'accroître les capacités de production. « L'Afrique a besoin d'accroître massivement sa production d'énergie pour satisfaire la demande interne et créer des capacités exportables, qu'il s'agisse d'électricité, de gaz ou d'énergies renouvelables », a-t-il déclaré.

Le ministre d'Etat a rappelé que l'Algérie dispose d'une capacité électrique installée d'environ 28.000 MW, pour une pointe de consommation proche de 20.000 MW, avec un objectif de 15.000 MW d'énergies renouvelables à l'horizon 2035, soulignant que le gaz naturel restera une énergie d'ap-

point aux côtés des renouvelables durant la transition.

Lors de cette rencontre, le ministre a indiqué que la stratégie nationale dans le domaine de l'énergie est fondée sur une vision inclusive, qui vise à faire du secteur de l'énergie un levier essentiel du développement national, de la diversification économique et du renforcement du rayonnement international de l'Algérie, à travers le développement des ressources naturelles pour couvrir la demande intérieure, le financement de la transition énergétique et la valorisation des hydrocarbures et des produits miniers, tout en maintenant des niveaux d'exportation qui garantissent le financement de l'économie nationale et confortent la place de l'Algérie sur les marchés énergétiques régionaux et mondiaux.

Dans ce sillage, M. Arkab a indiqué que l'Algérie continue d'assumer son rôle en tant que fournisseur fiable et durable d'énergie, notamment au profit de ses partenaires européens, rappelant que l'Algérie figure parmi les sept plus grands exportateurs de gaz naturel au monde, occupe la première place en Afrique et la troisième sur le marché européen, grâce à ses capacités de production, son réseau de gazoducs transfrontalier et ses installations de liquéfaction.

Le ministre d'Etat a également évoqué les projets structurants à dimension régionale, à leur tête le projet de gazoduc transsaharien (TSGP), visant à renforcer l'intégration énergétique africaine.

L'Italie et l'Algérie, piliers d'un pont stratégique entre l'Europe et l'Afrique

De son côté, Gilberto PichettoFratin a développé à Alger la notion de « pont énergétique » entre l'Europe et l'Afrique, reposant sur l'Algérie comme pilier sud et l'Italie comme pilier nord.

Selon lui, les relations italo-algériennes, construites sur des décennies de coopération politique, industrielle et institutionnelle, doivent franchir un nouveau seuil

qualitatif. « Un partenariat solide existe depuis des années entre les entreprises. Aujourd'hui, le défi est d'aller plus loin, vers une intégration partagée capable de générer de la croissance tant pour l'Italie que pour l'Algérie », a-t-il affirmé.

Selon l'agence « NOVA », le ministre italien a souligné que, dans un contexte de transformation économique européenne accélérée par les crises récentes et la refonte des modèles énergétiques, la relation avec l'Algérie ne peut plus être limitée à un simple schéma fournisseur-client. Elle s'inscrit, a-t-il expliqué, dans le cadre du Plan Mattei, qui vise à renforcer la coopération avec l'Afrique à travers l'investissement industriel, les infrastructures et le développement partagé.

Il a insisté sur l'interdépendance structurelle entre les deux continents et sur la nécessité d'accélérer les procédures décisionnelles et réglementaires pour faire émerger des marchés énergétiques intégrés.

Sur le plan des infrastructures, Gilberto Pichetto Fratin a mis en avant la montée en puissance des réseaux gaziers et électriques algériens déjà connectés à l'Europe via l'Italie, ainsi que les nouvelles perspectives offertes par le corridor sud de l'hydrogène impliquant l'Algérie, l'Italie et d'autres pays européens, dont l'Allemagne. Estimant que le partenariat énergétique italo-algérien est, sur certains volets, plus avancé que l'intégration énergétique interne européenne, il y voit un modèle et un laboratoire pour une intégration plus large. Il a enfin rappelé le caractère stratégique des grands projets africains comme le gazoduc Nigeria-Algérie, tout en soulignant que l'intégration ne doit pas se limiter aux infrastructures, mais aussi soutenir les capacités locales de production d'énergie et de technologies. Garantir l'accès à l'électricité aux centaines de millions d'Africains qui en sont encore privés constitue, selon lui, un levier majeur de croissance et de stabilité, faisant de l'énergie un moteur central du rapprochement entre l'Europe et l'Afrique.

S. R.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE Le FMI salue la réussite de la conférence d'Alger

Le directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du Fonds monétaire international (FMI), Jihad Azour, a salué, jeudi à Alger, la réussite de la conférence organisée conjointement par la Banque d'Algérie et le FMI sur l'intégration régionale entre l'Afrique du Nord, l'Europe et l'Afrique subsaharienne, soulignant que l'événement a permis d'échanger sur les actions prioritaires visant à renforcer la connectivité entre ces régions.

Lors de la session de clôture, M. Azour a déclaré que la conférence intitulée "Afrique du Nord: relier les continents, créer des opportunités" a offert un cadre riche pour discuter des priorités régionales. "Le moment de l'Afrique du Nord est arrivé. Cette région peut devenir un véritable trait d'union entre les continents", a-t-il affirmé, saluant le rôle des autorités algériennes dans l'organisation de l'événement.

Le vice-gouverneur de la Banque d'Algérie, Mustapha Abderrahim, a indiqué, pour sa part, que la région occupe une place stratégique dans l'architecture économique et géopolitique régionale et internationale, grâce à son histoire et son capital humain et constitue un espace naturel de connexion entre l'Afrique subsaharienne, l'Europe et le Moyen-Orient, et un vecteur de coopération entre les continents.

Il a réaffirmé également la disponibilité de l'Algérie à contribuer à la construction d'un environnement fondé sur la confiance, la prévisibilité et le respect des engagements. Les conclusions des trois panels ont mis en évidence le rôle potentiel de l'Afrique du Nord dans la circulation des biens, des personnes et de l'énergie, tout en insistant sur l'importance des réformes, des investissements et de la coopération régionale pour concrétiser ce potentiel.

L'ouverture de la conférence, tenue au Centre international des conférences Abdellatif Rahal, a été présidée par le Premier ministre M. Sifi Ghrieb, en présence de hauts responsables de l'Etat, du gouverneur par intérim de la Banque d'Algérie, Mouatasssem Boudiaf, et de la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva.

APS

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE CONTINENTALE

L’Algérie renforce son ancrage africain

Par Réda Hadi

L'Algérie confirme son ambition de jouer un rôle moteur dans le renforcement de l'intégration africaine, en s'appuyant sur une vision stratégique fondée sur la diversification économique, le développement des infrastructures continentales et la valorisation du capital humain. Cette orientation a été réaffirmée, jeudi à Alger, par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, lors de l'ouverture d'une conférence de haut niveau consacrée aux perspectives économiques de l'Afrique du Nord.

Placée sous le thème « Afrique du Nord : relier les continents, créer des opportunités », la rencontre s'est tenue au Centre international de conférences Abdellatif-Rahal, en présence de responsables gouvernementaux, de représentants d'institutions financières internationales, d'experts et d'acteurs économiques. Elle s'inscrit dans un contexte marqué par la

volonté de l'Algérie de renforcer sa position en tant que plateforme régionale et passerelle entre l'Afrique, l'Europe et le reste du monde.

Dans son allocution, le Premier ministre a souligné que l'ambition de relier les continents s'inscrit pleinement dans la stratégie nationale de diversification de l'économie, qui vise à réduire la dépendance aux hydrocarbures et à promouvoir une ouverture économique « étudiée et maîtrisée ». Cette démarche repose, a-t-il expliqué, sur un engagement ferme de l'État à renforcer l'intégration régionale, améliorer le climat des affaires, faciliter les investissements productifs et inscrire durablement l'économie nationale dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.

M. Sifi Ghrieb a mis en avant les réformes structurelles engagées par l'Algérie, ainsi que la modernisation progressive des cadres réglementaires, destinées à renforcer la résilience de l'économie

face aux chocs extérieurs. Ces réformes s'accompagnent d'importants investissements publics visant à doter le pays d'infrastructures stratégiques capables de soutenir l'interconnexion continentale et l'intégration africaine.

Parmi les projets structurants évoqués figurent la route transsaharienne, véritable axe de liaison entre le nord et le sud du continent, ainsi que le développement du réseau ferroviaire national. À ce titre, le Premier ministre a rappelé l'inauguration récente de la ligne minière Ouest par le président de la République, tout en annonçant que la ligne minière Est sera opérationnelle avant la fin de l'année en cours. Ces projets, a-t-il précisé, constituent des leviers essentiels pour fluidifier les échanges commerciaux intra-africains et renforcer l'attractivité économique des régions intérieures et frontalières.

Le projet de liaison ferroviaire Nord-Sud occupe également une place centrale

dans cette stratégie. Il permettra de porter la longueur du réseau ferroviaire national de près de 6.000 kilomètres actuellement à environ 9.000 kilomètres à terme. En parallèle, l'Algérie œuvre à la modernisation de ses ports et de ses aéroports, ainsi qu'à la création de plateformes logistiques aux frontières, afin de stimuler les flux commerciaux et d'encourager les investissements régionaux.

Au-delà des infrastructures physiques, le Premier ministre a insisté sur la nécessité d'une intégration économique plus profonde, reposant sur la convergence des systèmes économiques et la valorisation des ressources humaines. Dans ce cadre, la jeunesse algérienne est perçue comme un moteur essentiel du développement. « Il est impératif de doter cette jeunesse d'un cadre réglementaire moderne et innovant, garantissant sa qualification et lui permettant d'exploiter pleinement son potentiel », a-t-il conclu.

LA DEVISE BRITANNIQUE RECUAIT DE 0,79% PAR RAPPORT AU BILLET VERT

La livre affectée par les perspectives renforcées de baisses de taux

La livre sterling souffre jeudi notamment des perspectives renforcées de baisses de taux, tandis que le bitcoin accroît encore ses pertes et atteint un plus bas depuis octobre 2024. Vers 19H15 GMT, la devise britannique reculait de 0,79% par rapport au billet vert, à 1,3546 dollar pour une livre, et cédait 0,71% à la monnaie unique européenne, à 87,07 pence pour un euro. En conséquence, le taux d'emprunt des bons du Trésor britanniques à 10 ans a grimpé au plus haut depuis novembre à 4,57%.La Banque d'Angleterre a laissé jeudi son taux directeur inchangé à 3,75%, comme attendu. Les marchés anticipent désormais une baisse de taux lors de la prochaine réunion en mars, une évolution de nature à affaiblir la livre. Le bitcoin est lui tombé jusqu'à 65.236,33 dollars, une première depuis octobre 2024, avant l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche. Vers 19H15 GMT, la plus capitalisée des cryptomonnaies lâchait 8,65% à 66.344,13 dollars. Continuant d'évoluer en dents de scie, l'argent chutait de près de 14% à 75,85 dollars l'once (31,1 g) et l'or de 2,30% à 4.850,91 dollars l'once.

APS

MÉTAUX PRÉCIEUX L'or et l'argent en baisse sous l'effet du raffermissement du dollar

Les cours de l'or et de l'argent ont baissé jeudi, sous l'effet d'un dollar fort. L'or au comptant perdait 2 % à 47864,36 dollars l'once, après un repli de plus de 3 % en début de séance. Les contrats à terme américains pour livraison en avril cédaient 1,3 % à 47855,80 dollars. L'argent au comptant reculait de 11,3 % à 78,13 dollars, après une baisse en cours de séance proche de 17 %. Le platine au comptant chutait de 6,5 % à 27082,76 dollars, tandis que le palladium perdait 3,5 % à 17711,69 dollars.

EXTENSION DU PORT D'ANNABA

Le ministre Djellaoui préside une réunion de suivi de l'avancement des travaux

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé une réunion de coordination consacrée au suivi de l'avancement des travaux d'extension du port d'Annaba, incluant la réalisation d'un quai minier prévue dans le cadre du projet de phosphate intégré, a indiqué, jeudi, un communiqué du ministère. La réunion, tenue mercredi soir, a été consacrée à la l'élaboration des conditions nécessaires à la concrétisation du nouveau calendrier de travail dans le cadre de ce projet, ajoute le communiqué. La réunion intervient, "en application des instructions données par le président de la République lors de la réunion du Conseil des ministres tenue le 25 janvier 2026 relative à la réalisation du quai minier dans le cadre du projet d'extension du port d'Annaba", ajoute la même source. La

réunion s'est déroulée en présence du wali d'Annaba, Abdelkrim Lamouri, des secrétaires généraux du ministère des Travaux publics, des infrastructures de base et du secteur des Transports, des représentants du secteur des Hydrocarbures et des Mines, ainsi que des directeurs généraux et représentants des sociétés de réalisation et bureaux d'études, les différentes parties concernées par le projet et le partenaire étranger. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de "l'application des instructions du président de la République visant à renforcer la coordination entre les secteurs des Travaux publics, de l'Intérieur et des Transports, et le partenaire étranger pour accélérer le rythme de réalisation et assurer le parachèvement du projet dans les délais fixés", conclut le communiqué.

R E.

117E SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA LIGUE ARABE

L'engagement de l'Algérie en faveur d'une vision arabe intégrée réaffirmé

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, a réaffirmé, jeudi au Caire (Egypte), à l'ouverture des travaux de la 117e session ordinaire du Conseil économique et social de la Ligue arabe, l'engagement de l'Algérie, qui a pris la présidence de cette session, à œuvrer à l'émergence d'une vision arabe intégrée en matière de développement socioéconomique. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Rezig a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à "œuvrer à l'émergence d'une vision arabe intégrée favorisant le renforcement de la coopération arabe en matière de développement socioéconomique" et à "coordonner les efforts pour parvenir à des solutions pratiques permettant de relever les défis auxquels nos pays arabes sont confrontés aujourd'hui".

Après avoir remercié le ministre tunisien du Commerce et du Développement des exportations, M. Samir Abid, pour ses efforts durant sa présidence de la session précédente, M. Rezig a précisé que "l'Algérie est convaincue que la consolidation des fondements de l'action arabe commune, notamment dans les domaines économique et social, et la coordination continue entre nos pays frères, constituent un pilier essentiel pour relever les défis et impulser les processus de développement inclusif et durable". Dans un contexte marqué par des mutations sur la scène économique mondiale, le ministre a souligné la nécessité de "bâtir un bloc économique arabe résilient, en mesure d'adopter des plans de développement répondant aux aspirations des peuples arabes, tout en unifiant les efforts pour activer les mécanismes de l'action arabe commune et promouvoir ses cadres organisationnels, selon des vi-

sions et des politiques unifiées préservant les acquis de développement". Dans le cadre de son engagement à renforcer l'intégration économique arabe, l'Algérie abritera, début avril prochain, la 2e édition de la Conférence et Exposition internationale arabe des petites et moyennes entreprises (SMEX Algeria), a annoncé M. Rezig. Cette exposition, placée sous le thème "Renforcer la compétitivité et l'innovation", sera l'occasion de mettre en lumière les expériences réussies, tout en permettant aux hommes d'affaires et aux PME de nouer des contacts pour de futurs partenariats, contribuant ainsi à promouvoir la qualité des produits, à faciliter l'accès aux marchés arabes et internationaux et à construire une économie diversifiée et durable basée sur la créativité et l'innovation. Le ministre a rappelé, dans ce sens, que

l'Algérie, dans le cadre de ses efforts pour faire face aux effets du changement climatique, veille à développer son expérience en matière de lutte contre la désertification, à travers le projet stratégique du Barrage vert, relancé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au titre d'une vision renouvelée intégrant les dimensions environnementale et de développement. Il a rappelé, en outre, l'initiative de l'Algérie visant à braquer les projecteurs sur l'impact de l'intelligence artificielle sur l'avenir du marché du travail dans la région arabe, tout en favorisant l'échange d'expertises et le partage des meilleures pratiques arabes et internationales pour garantir une utilisation responsable de l'intelligence artificielle et soutenir le développement durable et la justice sociale.

Synthèse R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الغذائية واسعة الاستهلاك ليوم 04 فيفري 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 04 Février 2026

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة ² دج / كلف	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	67	75	59	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	87	103	71	الطماطم	
	Oignon sec	72	80	64	البصل الجاف	
	Ail sec	829	902	757	الثوم الجاف	
	Carotte	92	104	79	الجزر	
	Navet	104	116	91	اللفت	
	Choux fleur	78	88	68	قرنبيط	
	Choux	85	96	74	الكرنب	
	Courgette	118	132	103	الكوسة	
	Haricot vert	336	364	308	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	148	164	133	الخس	فواكه طازجة
	Mandarine	177	212	143	المندرين	
	Orange	148	186	109	البرتقال	
	Citron	149	171	126	الليمون	
	Pomme locale	399	478	319	التفاح المحلي	
	Datte	519	641	396	التمر	
Produits d'origine animale	Banane	487	512	462	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1915	2063	1767	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	340	354	326	الدجاج	
	Œufs (Unité)	20	21	19	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	89	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	1,88	-15,96	6,09	10,14	6636	2 289 420,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	-0,20	-0,78	9,00	5,66	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	1,99	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 295,00	2290,00	-0,22	-0,29	1,00	10,92	5,46	2155	4 934 950,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,55	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	4,10	3,97	5,00	0	0,00

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Le FMI soutient les efforts de l'Algérie

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, a salué, avant-hier à Alger, les progrès significatifs réalisés par l'Algérie en matière de stabilité macroéconomique et de développement, mettant en avant la baisse du taux d'inflation et son impact positif sur l'économie nationale.

Par Zahir Radji/Agence

Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Mme Georgieva a qualifié les échanges avec le chef de l'État de « riches et approfondis », exprimant également sa satisfaction quant à l'accueil par l'Algérie d'une conférence internationale de haut niveau consacrée à l'interconnexion entre l'Europe et l'Afrique via l'Afrique du Nord.

À cette occasion, la responsable du FMI a réaffirmé le soutien total de l'institution financière internationale aux efforts continus de l'Algérie en faveur de la diversification de son économie. Elle a souligné l'importance accordée par les autorités algériennes à la création d'emplois, notamment au profit des jeunes, au soutien à l'entrepreneuriat et aux start-up, ainsi qu'à l'investissement dans le capital humain, qu'elle a qualifié de véritable levier d'avenir pour le pays. Mme Georgieva a par ailleurs exprimé son admiration pour « la beauté et le dynamisme de l'Algérie », qu'elle visite pour la première fois.

La directrice générale du FMI s'est également exprimée lors de l'ouverture de la conférence de haut niveau intitulée « Afrique du Nord : relier les continents, créer des opportunités », co-organisée par la Banque d'Algérie et le FMI, sous la présidence du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb. Elle a souligné que cette rencontre

intervient dans un contexte de profonde transformation mondiale, marqué par l'intensification des tensions géopolitiques, la reconfiguration des flux commerciaux et financiers, la restructuration des chaînes d'approvisionnement, ainsi que la transition énergétique et l'essor rapide des nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle.

Face à cette conjoncture caractérisée par une incertitude accrue, Mme Georgieva a insisté sur la nécessité d'intensifier la coopération régionale et les échanges économiques entre l'Afrique du Nord, l'Afrique subsaharienne et l'Europe. Elle a mis en avant la position géographique stratégique de l'Afrique du Nord, qui constitue un pont naturel entre l'Europe et le reste du continent africain, rappelant que la région dispose d'un potentiel considérable en matière de commerce, d'intégration économique et d'attractivité des investissements.

La responsable du FMI a, dans ce cadre, souligné le rôle clé de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qu'elle a qualifiée de moteur d'intégration et d'atout majeur pour le continent, tant pour ses populations que pour ses relations économiques avec l'Europe. Elle a également plaidé pour le développement de pôles de production intégrés, de projets d'infrastructures interrégionales, notamment ferroviaires, ainsi que de plateformes de connectivité numérique, susceptibles de générer des économies d'échelle et

d'améliorer l'efficacité logistique à l'échelle continentale.

Abordant le secteur énergétique, Mme Georgieva a estimé que l'Afrique du Nord, riche en ressources pétrolières et gazières, et disposant d'un fort potentiel solaire et éolien, est en mesure d'alimenter les industries nationales et internationales, de soutenir la transition énergétique de l'Europe et de contribuer à réduire le déficit d'électricité en Afrique. Elle a, à ce titre, mis en avant les atouts énergétiques de l'Algérie, citant les progrès réalisés dans les projets hybrides solaires-gaz au Sahara, le développement des interconnexions électriques avec l'Europe et les investissements engagés dans l'hydrogène vert destiné à l'exportation.

Enfin, la directrice générale du FMI a appelé à la réduction des barrières commerciales et au renforcement des échanges intra-africains, relevant que le commerce entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne demeure encore limité. Elle a insisté sur l'importance des réformes visant à améliorer l'environnement des affaires, la gouvernance et la logistique commerciale, notamment à travers la modernisation des ports, des systèmes douaniers et le développement de corridors transfrontaliers, soulignant que ces projets sont essentiels pour améliorer durablement la connectivité et la compétitivité des économies de la région.

HÉLIUM

Les réserves algériennes estimées à plus de huit milliards m³

Par Selma R.

L'Algérie se hisse au troisième rang mondial pour ses réserves d'hélium, estimées à 8,2 milliards de mètres cubes, et au quatrième rang pour la production, avec 11 millions de mètres cubes en 2024. Ce positionnement stratégique place le pays au cœur d'un segment industriel à forte valeur ajoutée, indispensable aux technologies de pointe, notamment dans les secteurs médical, spatial, électronique et de la défense.

À l'échelle internationale, les réserves mondiales d'hélium sont estimées à près de 52 milliards de mètres cubes. Dans cet ensemble, les pays arabes se distinguent en concentrant 36 % du total, principalement grâce au Qatar et à l'Algérie, selon les données relayées par la plateforme spécialisée Attaqa.net. Les États-Unis conservent la première place avec 20,6 milliards de mètres cubes, soit 40 % des réserves mondiales, devant le Qatar avec 10,1 milliards. L'Algérie occupe la troisième position avec environ 8,2 milliards de mètres cubes, devançant des pays comme la Russie, le Canada et

la Chine, et s'imposant ainsi comme un acteur stratégique sur une carte énergétique en pleine recomposition.

L'importance de ce classement s'explique par la nature même de l'hélium. Devenu un gaz critique, il est indispensable au refroidissement des appareils d'imagerie par résonance magnétique, à la fabrication des semi-conducteurs, aux fibres optiques et aux technologies spatiales avancées. Sa rareté relative et ses propriétés physiques spécifiques rendent la sécurisation de son approvisionnement particulièrement sensible pour les marchés internationaux.

Du côté de l'offre, la production mondiale d'hélium a progressé de 4 % en 2024 pour atteindre 180 millions de mètres cubes. Si l'Algérie a cédé la troisième place des producteurs à la Russie, qui a atteint 17 millions de mètres cubes, elle enregistre néanmoins une hausse notable avec 11 millions de mètres cubes produits, contre 9 millions en 2023. Le pays dispose en outre d'un avantage compétitif important lié à sa capacité installée. Estimée à près de 50 millions de mètres cubes par an, celle-ci le place au troi-

sième rang mondial en matière de capacités de production, derrière les États-Unis et le Qatar. L'hélium est extrait en Algérie lors du traitement du gaz naturel, principalement à partir du champ de HassiRmel, l'un des plus grands gisements gaziers au monde.

Le pôle arabo-méditerranéen, porté par le duo Qatar-Algérie, représente désormais environ 42 % de la production mondiale d'hélium. Pour valoriser cet atout, l'Algérie développe ses partenariats internationaux. En mars 2025, un accord a été signé avec la société chinoise Fullcryo pour l'importation d'hélium liquide algérien et la coopération technologique dans les procédés d'extraction et de liquéfaction. Cette dynamique s'inscrit dans un mouvement régional plus large : tandis que le Qatar sécurise des contrats de long terme avec l'Asie et l'Europe, d'autres pays, comme la Jordanie, lancent des programmes d'exploration. Dans cet environnement concurrentiel, l'Algérie confirme son statut d'acteur clé, appelé à renforcer son rôle à mesure que la demande mondiale d'hélium progresse.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE
L'Algérie est capable de jouer un rôle moteur, selon la BA

Le gouverneur par intérim de la Banque d'Algérie, M. Mouatassem Boudiaf, a affirmé, jeudi à Alger, que l'Algérie est capable de jouer un rôle moteur à l'échelle continentale pour promouvoir l'intégration économique régionale, dans plusieurs domaines, soulignant la nécessité de renforcer la coopération internationale multilatérale pour la réalisation du développement commun.

Dans son allocution à l'ouverture de la conférence de haut niveau organisée par la Banque d'Algérie et le Fonds monétaire international (FMI), sous le thème "Afrique du Nord : relier les continents, créer des opportunités", M. Boudiaf a indiqué que "l'Algérie, de par sa position stratégique, au cœur de l'Afrique du Nord, est capable de jouer un rôle moteur pour renforcer l'intégration régionale, non seulement dans le domaine de l'énergie, mais aussi dans le commerce transfrontalier et l'investissement".

Il a, à cet égard, souligné que "les potentialités énormes dont dispose le pays, notamment en tant que fournisseur principal d'énergie pour l'Europe, ainsi que ses importantes infrastructures, lui permettent de renforcer son intégration dans les chaînes de valeur internationales et dans plusieurs domaines".

Le gouverneur par intérim de la Banque d'Algérie a également exprimé "la pleine disponibilité des institutions algériennes à traduire cette vision en résultats concrets, sous les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

Pour la réalisation de l'intégration régionale entre les différentes économies de la région, il est impératif, a-t-il dit, de renforcer la coopération et les investissements, notamment en matière d'infrastructures en adaptant les stratégies, mettant en avant le rôle de la région de l'Afrique du Nord dans cette démarche au regard de sa position stratégique.

Dans le même contexte, il a mis en avant "le rôle stratégique" de la région, en tant que fournisseur d'énergie, ce qui la qualifie pour devenir "un centre des énergies renouvelables, de raccordement électrique transfrontalier et d'exportation d'hydrogène vert, ce qui permettra un plus large accès à l'électricité en Afrique subsaharienne".

Cette rencontre, qui étend sur une journée, vise à explorer les défis et les opportunités liés à l'approfondissement de l'intégration régionale, en mettant en lumière les priorités des politiques visant à renforcer la coopération économique commune.

La conférence prévoit plusieurs séances de débat animées par des experts et intervenants dans ce domaine, portant sur plusieurs thèmes tels que l'intégration économique régionale, les domaines de coopération au sein des chaînes de valeur mondiales et le rôle du secteur de l'énergie pour consolider les liens économiques, soutenir les marchés et relever les défis régionaux.

La conférence abordera également les mécanismes de soutien des institutions financières à l'intégration économique à travers le financement ciblé et l'investissement dans des projets stratégiques, contribuant ainsi à l'accélération du développement et au renforcement de la croissance commune dans la région.

R. E.

COMMERCE

Un salon dédié aux ustensiles et à l'électroménager du 12 au 15 février à Sétif

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'organisation d'un salon dédié à la filière des ustensiles, des produits plastiques et du petit électroménager de cuisine, du 12 au 15 février à Sétif.

"Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations informe l'ensemble des opérateurs économiques activant dans le domaine de la production et/ou de l'exportation, notamment dans la filière des ustensiles, des produits plastiques et du petit électroménager de cuisine, de l'organisation d'un salon dédié à ces produits, du 12 au 15 février 2026, dans la wilaya de Sétif", précise le communiqué.

Ce Salon vise à faire connaître les capacités productives nationales dans cette filière et à mettre en avant la qualité supérieure des produits algériens. Il se veut également une plateforme professionnelle pour l'échange d'expertises, l'établissement de partenariats économiques et la conclusion de transactions commerciales, en soutien à la dynamique d'exportation et de promotion du produit national, ajoute la même source.

A cet égard, le ministère a invité les opérateurs économiques souhaitant participer à ce Salon à s'inscrire via le lien électronique dédié à cet effet.

APS

GHARDAÏA

Quatre nouvelles spécialités de formation pour la session de février

Quatre nouvelles spécialités de formation sont introduites pour la session de formation de février 2026 dans la wilaya de Ghardaïa, à-on informé jeudi auprès de la direction locale de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP).

Ces spécialités englobant des domaines de la conception et de l'informatique, le génie-bâtiment, le tourisme et l'information audiovisuelle, en réponse aux besoins du marché local de l'emploi et aux vœux des jeunes postulants à une formation et à l'entrepreneuriat, a indiqué le chef de service Formation à la DFEP, Messaoud Bouhadda.

Les postes prévus pour ces nouvelles spécialités sont répartissent entre la programmation et conception informatique (30 places), l'isolation thermique et acoustique (30), le tourisme (30) et l'audiovisuel et le montage (10), au niveau du Centre de formation professionnelle et d'apprentissage "Chahid Djedid Saci Benmohamed", à Métlili-Djadida.

Des sorties sont organisées chaque saison par les responsables de la DFEP, accompagnés de ceux du secteur de l'Emploi de la wilaya, pour prospecter des opportunités d'ouverture de nouvelles spécialités de formation, sollicitées par les entités économiques et industrielles de la région, ainsi que pour rechercher des placements de stagiaires à des postes de formation par apprentissage.

TLEMCEN SE MOBILISE POUR LE RAMADHAN

14 restaurants d'Iftar et un vaste programme de solidarité

À l'approche du mois sacré de Ramadhan, la wilaya de Tlemcen renforce son dispositif de solidarité en faveur des familles démunies et des personnes de passage. Pas moins de 14 restaurants d'Iftar devraient ouvrir leurs portes à travers la wilaya, accompagnés d'aides financières, d'actions de soutien aux familles productives et d'un programme social et culturel diversifié.

Synthèse rédaction régionale

L'annonce a été faite, jeudi, par la directrice de l'Action sociale et de la Solidarité de la wilaya, Mme Moufida El Abed, qui a souligné que ces structures d'accueil s'inscrivent dans la continuité des efforts consentis chaque année pour renforcer l'entraide et la cohésion sociale durant le mois de jeûne.

Dans une première phase, quatorze restaurants d'iftar seront opérationnels à travers plusieurs communes. Quatre d'entre eux seront directement pris en charge par le Croissant-Rouge algérien (CRA), tandis que les autres seront gérés par des associations caritatives locales et des bienfaiteurs.

Ces initiatives visent à assurer des repas chauds quotidiens aux familles nécessiteuses, aux voyageurs et aux personnes sans ressources suffisantes.

Mme El Abed a précisé que l'opération reste ouverte, la direction continuant de recevoir les dossiers des citoyens et associations souhaitant ouvrir d'autres restaurants d'iftar. Les autorisations nécessaires seront délivrées après étude, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Les locaux destinés à abriter ces restau-

rants ont, par ailleurs, fait l'objet d'inspections rigoureuses. Une commission mixte, regroupant les services du commerce, de la santé et de la protection civile, a procédé à des contrôles afin de s'assurer du respect strict des conditions d'hygiène, de sécurité et de salubrité. À titre de comparaison, pas moins de 40 restaurants avaient été ouverts durant le dernier Ramadhan dans la wilaya, témoignant de l'ampleur de la mobilisation solidaire.

Dans le même esprit, un programme spécifique a été arrêté pour les zones frontalières. En coordination avec la daïra de Sidi Djilali et le bureau de wilaya du Croissant-Rouge algérien, des restaurants de repas à emporter seront ouverts dans les communes de Sidi Djilali et d'El Aricha durant tout le mois sacré, afin de répondre aux besoins des populations éloignées.

Sur le plan de l'aide financière, une enveloppe de 300 millions de dinars a été consacrée aux actions de solidarité pour le Ramadhan 2026. Cette dotation permettra le versement imminent d'une aide directe de 10.000 dinars à 3.000 familles démunies, par virement dans leurs comptes postaux.

La direction de l'Action sociale accorde

également une attention particulière aux familles productives et aux femmes rurales. Des campagnes de sensibilisation et des sessions de formation sont organisées afin de leur permettre de participer aux marchés de proximité du Ramadhan. Ces formations portent notamment sur les techniques de commercialisation. Environ 60 femmes rurales sont attendues dans ces espaces économiques solidaires.

Enfin, un programme d'animation riche a été élaboré pour le mois de Ramadhan. Il comprend des concours de mémorisation du Saint Coran, l'organisation de prières de tarawih dans les maisons de personnes âgées, ainsi que des soirées artistiques et des activités éducatives et récréatives au profit des personnes en situation de handicap.

Des campagnes de sensibilisation sur le jeûne, la rationalisation de la consommation, la lutte contre le tabagisme et les drogues, ainsi que des opérations de circonscription pour les enfants, viendront compléter ce dispositif.

À travers ces initiatives multiples, la wilaya de Tlemcen entend faire du Ramadhan 2026 un mois de solidarité active, de partage et de soutien aux franges les plus vulnérables de la société.

MÉDÉA

Ouverture de 19 marchés de proximité pendant le prochain Ramadhan

Dix-neuf (19) marchés de proximité offrant une gamme variée de produits alimentaires et agricoles à des prix compétitifs seront ouverts pendant le mois de Ramadhan à travers les grandes agglomérations urbaines de la wilaya de Médéa, à-on informé jeudi, auprès de la direction locale du Commerce.

L'entrée en exploitation de ces espaces commerciaux, mis sur pied avec le concours des collectivités locales, débutera le 8 février, at-on fait savoir, précisant que les citoyens pourront intervenir sur place et à des prix compétitifs, les

produits alimentaires de base, de la viande, des fruits et des légumes, entre autres.

Pas moins de 270 commerçants participants à ces marchés de proximité, a-t-on ajouté.

La direction locale du Commerce février a fait partie, dans ce contexte, de la programmation de caravanes commerciales qui vont sillonner, à partir du 15 courant, les communes rurales qui ne disposent pas de grands espaces commerciaux, pour permettre aux résidents des villages et hameaux reculés de faire leurs emplettes pour le mois sacré.

Par ailleurs, 79 brigades de contrôle seront mobilisées durant le mois du Ramadhan, dont 43 brigades chargées du contrôle des pratiques commerciales, et 36 brigades pour la répression des fraudes, at-on signalées.

En outre, 17 brigades supplémentaires sont prévues pour le suivi des opérations d'approvisionnement du marché en produits divers, selon la direction du Commerce.

APS

MILA

Réception prochaine du projet de renforcement de l'AEP des mechtas de Smara et Bouighed à Oued Endja

Le projet de renforcement de l'approvisionnement en eau potable des deux mechtas de Smara et Bouighed dans la commune d'Oued Endja (wilaya de Mila) à partir du barrage de Béni Haroun sera "prochainement" reçu, à-on informé jeudi auprès du directeur de l'hydraulique, Bouacha Be-

nouarath. Dans les explications présentées au wali de Mila, Fayçal Amrouche, au cours de sa visite d'inspection au chantier de ce projet, le même responsable a précisé que "l'opération est menée à un rythme excellent et se trouve actuellement en phase d'achèvement".

Selon la même source, le taux d'avancement des travaux a atteint actuellement 84 % et les travaux de réalisation des canalisations de transfert depuis le barrage de Béni Haroun sur 11,4 km sont terminés et ne reste que le raccordement de la station de pompage au réseau électrique pour que le projet soit

prêt à entrer en exploitation. Lancé début 2025, ce projet qui mobilise plus de 85 millions DA a pour objectif d'améliorer et sécuriser l'approvisionnement en eau potable des 2.347 habitants des deux mechtas de Smara et Bouighed, à-on indiqué.

Agence

CONSTANTINE

Plus de 1 milliard DA pour l'amélioration de l'alimentation en eau potable

La wilaya de Constantine a détenu au titre de l'exercice 2026, d'un budget de plus de 1 milliard de dinars destiné à l'amélioration de l'alimentation en eau potable à travers plusieurs communes, à-on avisé jeudi auprès des services de la wilaya. Ce budget sera consacré à l'élimination des "points noirs" constaté au niveau du réseau de

distribution d'eau potable, particulièrement dans les communes de Béni H'midène, d'Ibn Ziad et de Messaoud Boudjeriou, a précisé la cellule de communication de la wilaya. Dégagé dans le cadre du renforcement de la sécurisation et de l'approvisionnement en eau potable, ce budget permettra de moderniser les réseaux existants, de réhabiliter les infra-

structures défaillantes et d'améliorer la distribution régulière d'eau, a expliqué la même source. Pour rappel, plus de 500 opérations de réhabilitation du réseau d'AEP ont été concrétisées en 2025 dans plusieurs régions de la wilaya où des perturbations en alimentation en eau potable ont été enregistrées, à-t-on indiqué.

Agence

TRAITÉ NEW START

Les États-Unis et la Russie vont-ils abandonner toute restriction nucléaire ?

Pour la plupart d'entre nous, le vendredi 6 février 2026 ne sera probablement pas différent du jeudi 5 février. Ce sera un jour de travail ou d'école pour beaucoup d'entre nous. Il sera peut-être consacré aux courses pour le week-end, à une soirée entre amis ou à toute autre tâche banale de la vie quotidienne.

2^e partie et fin

Par Michael T. Klare (*)

A l'instar de la Russie, les États-Unis maintiennent une « triade » de vecteurs nucléaires : des missiles balistiques intercontinentaux terrestres, des missiles balistiques lancés par sous-marins et des bombardiers à longue portée, qui sont tous en cours de modernisation avec de nouvelles ogives, pour un coût estimé à environ 1 500 milliards de dollars sur les 25 prochaines années.

La triade nucléaire américaine existante, limitée par le traité New START, se compose de 400 missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) Minuteman III basés dans des silos, 240 missiles balistiques lancés par sous-marins (SLBM) Trident II embarqués sur 14 sous-marins de la classe Ohio (dont deux sont vraisemblablement en cours de révision à tout moment) et 96 bombardiers stratégiques (20 B-2 et 76 B-52) armés d'une variété de bombes gravitaires et de missiles de croisière lancés depuis les airs. Selon les plans actuels, les Minuteman III seront remplacés par des missiles balistiques intercontinentaux Sentinel, les SNLE de classe Ohio par des SNLE de classe Columbia, et les B-2 et B-52 par le nouveau bombardier B-21 Raider. Chacun de ces nouveaux systèmes intègre des caractéristiques importantes (plus grande précision, furtivité accrue, électronique améliorée) qui les rendent encore plus efficaces en tant qu'armes de première frappe, si jamais la décision était prise de les utiliser à cette fin.

Lorsqu'il a été lancé, le projet américain de modernisation nucléaire devait respecter la limite fixée par le traité New START, soit 1 550 ogives nucléaires déployées. Cependant, après le 5 février, les États-Unis n'auront plus aucune obligation légale de le respecter. Ils pourraient rapidement commencer à dépasser cette limite en équipant tous les missiles Minuteman III existants et les futurs missiles Sentinel d'ogives multiples plutôt que d'ogives uniques, en équipant les missiles Trident (déjà équipés d'ogives multiples) d'un plus grand nombre d'ogives, ainsi qu'en augmentant la production de nouveaux B-21. Les États-Unis ont également commencé à développer un nouveau système de lancement, le missile de croisière à tête nucléaire lancé depuis la mer (SLCM-N), censé être utilisé dans le cadre d'un conflit nucléaire régional « limité » en Europe ou en Asie – bien que la manière dont un tel conflit pourrait être empêché de déclencher un holocauste mondial n'ait jamais été expliquée.

En bref, après l'expiration du nouvel accord START, ni la Russie ni les États-Unis ne seront tenus de limiter le nombre d'ogives nucléaires sur leurs vecteurs stratégiques, ce qui pourrait déclencher



une nouvelle course mondiale aux armements nucléaires sans limites en vue et un risque toujours plus grand d'escalade nucléaire précipitée. Leur décision dépendra du contexte politique dans les deux pays et de leurs relations bilatérales, ainsi que de la perception qu'ont les élites de Washington et de Moscou du renforcement nucléaire de la Chine.

Le contexte politique

Les États-Unis et la Russie ont déjà engagé des sommes considérables dans la « modernisation » de leurs systèmes de lancement nucléaires, un processus qui ne sera pas achevé avant plusieurs années. À l'heure actuelle, Washington et Moscou s'accordent largement sur la nécessité d'y parvenir. Cependant, toute tentative visant à accélérer ce processus ou à ajouter de nouvelles capacités nucléaires entraînera des coûts immenses et posera des défis importants en matière de chaîne d'approvisionnement (à un moment où les deux pays tentent également d'augmenter leur production d'armes conventionnelles non nucléaires), créant ainsi de nouveaux conflits politiques et des divisions potentielles.

Plutôt que de faire face à ces défis, les dirigeants des deux pays pourraient choisir de maintenir volontairement les limites du traité New START. En effet, Vladimir Poutine a déjà accepté une prolongation d'un an de ce type, si les États-Unis sont prêts à faire de même. Mais les pressions (qui ne manqueront pas de s'intensifier après le 5 février) s'accumulent également pour abandonner ces limitations et commencer à déployer des ogives supplémentaires. À Washington, une puissante constellation de responsables gouvernementaux, d'experts conservateurs, de dirigeants de l'industrie de l'armement et de faucons du Congrès réclame déjà un renforce-

ment nucléaire qui dépasserait les limites du traité New START, affirmant qu'un arsenal plus important est nécessaire pour dissuader une Russie plus agressive et une Chine plus puissante. Comme l'a déclaré Pranay Vaddi, directeur principal du Conseil national de sécurité, en juin 2024 : « Si la trajectoire de l'arsenal de l'adversaire ne change pas, nous pourrions atteindre dans les années à venir un point où une augmentation des effectifs actuellement déployés sera nécessaire, et nous devons être pleinement prêts à agir si le président prend cette décision. »

Ceux qui sont favorables à une telle mesure invoquent régulièrement le renforcement nucléaire de la Chine. Il y a quelques années encore, la Chine ne possédait qu'environ 200 ogives nucléaires, soit une petite fraction des 5 000 ogives détenues par la Russie et les États-Unis. Récemment, cependant, la Chine a étendu son arsenal à environ 600 ogives, tout en déployant davantage de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), de missiles balistiques lancés par sous-marins (SLBM) et de bombardiers à capacité nucléaire. Les responsables chinois affirment que ces armes sont nécessaires pour garantir une riposte en cas de première frappe ennemie, mais leur existence même est invoquée par les faucons nucléaires à Washington comme une raison suffisante pour que les États-Unis dépassent les limites du traité New START.

Les dirigeants russes sont confrontés à un dilemme particulièrement difficile. Alors qu'ils consacrent une grande partie des finances publiques et des capacités militaro-industrielles du pays à la guerre en Ukraine, ils sont confrontés à un arsenal nucléaire américain plus redoutable et potentiellement élargi, sans parler de la menace (largement tacite) que représente l'arsenal croissant de la Chine. À cela s'ajoute le projet du prési-

dent Trump de construire un bouclier antimissile « Golden Dome », destiné à protéger les États-Unis contre tout type de projectile ennemi, y compris les missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) – un système qui, même s'il n'était que partiellement efficace, menacerait la crédibilité de la capacité de riposte de la Russie. Ainsi, même si les dirigeants russes préféreraient sans aucun doute éviter un nouveau renforcement coûteux de leur arsenal, ils concluront probablement qu'ils n'ont d'autre choix que de s'y engager si les États-Unis abandonnent le traité New START.

La course vers l'Armageddon

De nombreuses organisations, personnalités et membres du Congrès supplient l'administration Trump d'accepter la proposition de Vladimir Poutine et d'accepter de prolonger volontairement les limites du traité New START après le 5 février. Selon eux, toute décision d'abandonner ces limitations ne ferait qu'ajouter des centaines de milliards de dollars au budget fédéral à un moment où d'autres priorités sont mises à mal. Une telle décision provoquerait sans aucun doute des mesures réciproques de la part de la Russie et de la Chine. Il en résulterait une course aux armements incontrôlée et un risque croissant d'anéantissement nucléaire.

Mais même si Washington et Moscou devaient convenir d'une prolongation volontaire d'un an du traité New START, chacun serait libre de s'en retirer à tout moment. En ce sens, le 6 février risque de nous faire entrer dans une nouvelle ère – semblable aux premières années de la Guerre froide – où les grandes puissances seront prêtes à renforcer leurs capacités de guerre nucléaire sans aucune restriction formelle. Le sentiment de sécurité dont nous jouissions autrefois, à savoir une relative liberté face à la menace imminente d'un holocauste nucléaire, commencera alors sans aucun doute à s'estomper. S'il y a un espoir dans un pronostic aussi sombre, c'est peut-être que cette réalité pourrait, à son tour, déclencher un mouvement antinucléaire mondial, à l'image des campagnes « Ban the Bomb » (Interdisons la bombe) des années 1960, 1970 et 1980. Si seulement.

(*) Collaborateur régulier de TomDispatch, est professeur émérite de paix et de sécurité mondiale au Hampshire College et chercheur invité senior à l'Arms Control Association. Il est l'auteur de 15 livres, dont le dernier s'intitule *All Hell Breaking Loose: The Pentagon's Perspective on Climate Change* [Tout part à la dérive : les perspectives du Pentagone en matière de changement climatique, non traduit. NdT]

Source : TomDistach, 08-01-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

EMIRATS ARABES UNIS

Le marché des assurances s'annonce délicat

L'exercice 2026 s'annonce délicat pour les assureurs. L'aggravation des tensions politiques, l'accélération des technologies nouvelles et le changement climatique sont autant de facteurs de risque de nature à ébranler les équilibres techniques et financiers de l'activité d'assurance. Une croissance modérée des primes mondiales. L'assurance devrait continuer à croître, mais à un rythme plus modéré qu'au cours des années précédentes. Swiss Re table sur une hausse réelle des primes vie et non vie d'environ 2,3%. Celle-ci influera sur la rentabilité et les résultats techniques qui pourraient stagner selon Fitch Ratings. Le maintien des rendements des capitaux propres des assureurs et réassureurs à des niveaux confortables mais légèrement inférieurs à ceux réalisés dans un passé récent. Le recours accru à l'innovation pour se différencier. La technologie devient un facteur déterminant de la compétition entre assureurs. Les compagnies qui modernisent leurs systèmes et exploitent les données en temps réel bénéficieront d'un avantage concurrentiel notable. Les perspectives pour 2026 ne sont pas exemptes de défis. Le premier de ces défis concerne le risque climatique surtout dans les pays avancés où les capitaux souscrits sont élevés. Ce risque continuera à peser sur la tarification, la solvabilité des portefeuilles et la disponibilité des couvertures d'assurance et de réassurance. Le deuxième défi se rapporte à la volatilité économique et géopolitique qui pèse sur les primes et les rendements des placements. Le secteur de l'assurance est au cœur de la gestion des risques. Il est vulnérable à toute instabilité aussi bien économique que politique. Enfin, les assureurs devront faire face aux pressions réglementaires et aux exigences de capital.

R. I.

ÉGYPTE

Le Caire table sur 4,4 milliards de dollars d'exportations de vêtements en 2026

L'Égypte ambitionne de franchir un nouveau cap dans le secteur stratégique du textile et de l'habillement. Les autorités et les professionnels de la filière misent sur une forte progression des exportations de vêtements prêts-à-porter, avec un objectif de 4,4 milliards de dollars de recettes à l'horizon 2026. Une perspective portée par la multiplication de projets industriels et l'arrivée massive d'investisseurs étrangers, notamment asiatiques et turcs.

Synthèse de Rédaction Internationale

Selon les prévisions du Conseil égyptien des exportations de vêtements, cette performance représenterait une hausse de 22,2 % par rapport aux recettes enregistrées en 2025, estimées à 3,6 milliards de dollars. Si cet objectif est atteint, il s'agirait d'un nouveau record historique pour la filière de l'habillement en Égypte. L'annonce a été faite par Fadi Marzouk, président du Conseil, lors d'une déclaration relayée le mardi 3 février par le média spécialisé Zawya. Cette dynamique positive s'explique en grande partie par la montée en régime de nouveaux projets industriels lancés en 2025, dont les effets devraient commencer à se matérialiser dès 2026 et 2027. « L'impact des projets approuvés l'an dernier commencera à se faire sentir dans les prochaines années », a souligné M. Marzouk, affichant un optimisme mesuré quant aux perspectives du secteur. Parmi les investissements les plus embléma-

tiques figure celui du groupe chinois Zhejiang Jasan, qui a signé en décembre dernier un accord avec l'Autorité générale de la zone économique du canal de Suez (SCZone). Ce partenariat prévoit la construction d'un complexe textile et d'habillement intégré dans la zone industrielle de Qantara Ouest, appelée à devenir l'un des principaux pôles de production textile du pays. Depuis le début de l'année 2025, cette zone a accueilli une série de projets d'envergure, confirmant son attractivité croissante. L'entreprise chinoise EVERFAR Textile Egypt LLC y a investi 130 millions de dollars, tandis que Changzhou Kingcason Printing & Dyeing Co. a engagé 24,5 millions de dollars. D'autres groupes chinois, tels que Shanghai Honour Home Textile, ainsi que le turc Orağlu, avec un investissement estimé à 120 millions de dollars, participent également à cette dynamique industrielle. En dehors de Qantara Ouest, d'autres régions bénéficient de cette vague d'investissements.

En juillet 2025, le groupe turc Boni a annoncé la création d'une usine textile intégrée d'un montant de 100 millions de dollars dans la ville industrielle de 10th of Ramadan City, l'un des principaux hubs manufacturiers du pays. Cette montée en puissance des exportations de vêtements s'inscrit dans une stratégie nationale plus large visant à repositionner l'Égypte comme un acteur majeur du textile en Afrique et au Moyen-Orient, aux côtés du Maroc et de la Tunisie. À long terme, Le Caire ambitionne de porter les exportations totales de produits textiles à 11,5 milliards de dollars par an d'ici 2030, soit près de quatre fois le niveau atteint en 2024, évalué à 2,8 milliards de dollars. En misant sur l'investissement étranger, la modernisation industrielle et l'accès facilité aux marchés internationaux, l'Égypte entend faire du textile un véritable levier de croissance économique et d'emplois, tout en renforçant sa position sur les chaînes de valeur mondiales.

APRÈS DES REVUES POSITIVES

Le FMI débloque 91 millions USD pour la Mauritanie

Le Fonds monétaire international (FMI) a autorisé un décaissement immédiat de 65,88 millions de droits de tirage spéciaux (DTS), soit 91 millions USD, en faveur de la Mauritanie, à l'issue de la cinquième revue de l'accord au titre de la Facilité de crédit prolongée (FEC) et de la Facilité de fonds étendu (EFF), ainsi que de la quatrième revue de la Facilité de résilience et de durabilité (RSF). Le montant comprend 6,44 millions

de DTS dans le cadre de la FEC/EFF et 59,44 millions de DTS au titre de la RSF, portant les décaissements cumulés à 191,8 millions de DTS (258 millions USD), selon un communiqué publié mercredi 28 janvier. La croissance économique, qui s'est établie à 6,3 % en 2024, devrait ralentir à 4,2 % en 2025 en raison d'un repli du secteur extractif, malgré la poursuite de la dynamique des activités non extractives, selon l'institution.

À moyen terme, les perspectives restent favorables, soutenues par les investissements publics dans les infrastructures et par l'investissement privé. Le FMI a indiqué que la mise en œuvre du programme restait « sur la bonne voie », avec tous les objectifs quantitatifs atteints à fin juin 2025 et la majorité des repères structurels respectés. Les réformes appuyées par la RSF progressent également, bien qu'à un

rythme plus lent. La Banque multilatérale a relevé la prudence de la gestion budgétaire mauritanienne, reposant sur un ancrage budgétaire destiné à stabiliser la dette et à limiter l'exposition aux fluctuations des prix des matières premières. Elle a encouragé la poursuite des réformes de gouvernance, du secteur financier et du climat des affaires pour soutenir une croissance plus diversifiée et inclusive.

TUNISIE

Kaïs Saïed appelle à une clôture définitive du dossier des biens confisqués et dénonce des détournements organisés

Le président de la République, Kaïs Saïed, a reçu mercredi 4 février au Palais de Carthage la ministre des Finances, Mechkat Salama Khaldi, ainsi que le ministre des Domaines de l'État et des Affaires foncières, Wajdi Hedhili. Cette rencontre a été consacrée au dossier sensible des biens confisqués depuis 2011, un dossier que le chef de l'État juge toujours enlisé, plus de quinze ans après la révolution. Selon Kaïs Saïed, la situation actuelle ne peut perdurer. De nombreux biens immobiliers et mobiliers confisqués sont restés à l'abandon pendant plus d'une décennie, entraînant une dépréciation significative de leur valeur. Certains ont même fait l'objet de cessions à des prix largement inférieurs à leur valeur réelle, parfois après des actes de dégradation volontaire, ce que le président a qualifié de pratiques inacceptables portant at-

teinte aux intérêts de l'État et du peuple tunisien. Le chef de l'État a souligné que les choix opérés depuis 2011 n'étaient pas innocents. Il a estimé que l'architecture institutionnelle mise en place autour de la confiscation visait, dans les faits, à contourner les objectifs de la révolution et à priver le peuple de son droit légitime à récupérer les biens qui lui avaient été spoliés. La multiplication des structures — commission de confiscation, commission de gestion des biens confisqués ou récupérés, secrétariat permanent créé tardivement, structure d'accréditation et de liquidation, ainsi que des entités présentées comme des organismes de soutien — aurait contribué à diluer les responsabilités et à faire disparaître les droits de l'État dans les méandres administratifs. À ce titre, le président a pointé du doigt

certaines sociétés publiques chargées de la gestion de ces actifs, évoquant notamment des cessions réalisées « aux prix les plus dérisoires », en contradiction flagrante avec l'intérêt général. Il a également dénoncé les sommes importantes dépensées, et toujours engagées, pour rémunérer les gestionnaires et administrateurs de ces structures, sans résultats concrets à la hauteur des attentes. Kaïs Saïed a rappelé avoir appelé à plusieurs reprises à la fermeture définitive de ce dossier, accompagnée d'une révision approfondie de nombreuses opérations de cession, qu'il s'agisse de biens immobiliers ou mobiliers. Toutefois, selon lui, des réseaux d'intérêts et des « cartels » ont profité d'un cadre juridique qu'il qualifie de trompeur, donnant une apparence de légalité à des pratiques contraires à l'esprit de justice et de restitution des fonds publics.

Le président de la République a insisté sur la nécessité d'y mettre un terme sans délai, affirmant qu'il n'est pas question de céder le moindre millime appartenant au peuple tunisien. Il a martelé que ce droit ne saurait s'éteindre ni avec le temps ni sous quelque prétexte que ce soit. L'objectif, a-t-il précisé, est celui d'une reddition des comptes équitable et juste, et non d'un règlement de comptes ciblé. Kaïs Saïed a enfin réaffirmé que la voie de la réconciliation reste ouverte à ceux qui choisissent le règlement à l'amiable de manière sincère. En revanche, ceux qui optent pour d'autres chemins devront assumer pleinement les conséquences de leurs choix, estimant que les lignes sont désormais clairement tracées entre ce qui relève du droit et ce qui relève de l'abus.

Agence

GHANA

Une nette contraction des revenus pétroliers en 2025 sur fond de recul de la production et des investissements

Le Ghana a enregistré en 2025 une forte baisse de ses revenus pétroliers, confirmant les difficultés persistantes d'un secteur pourtant stratégique pour les finances publiques et les exportations du pays.

Bien que le pétrole ne représente qu'environ 6 % du produit intérieur brut (PIB), loin derrière les services qui concentrent entre 45 et 50 % de l'activité économique, et l'agriculture qui en génère 20 à 25 %, il demeure une source importante de recettes budgétaires et de devises pour l'État ghanéen.

Par R I/Agence

Selon les données officielles publiées par la Bank of Ghana, gestionnaire du Petroleum Holding Fund (PHF), les recettes pétrolières versées à ce fonds au cours du second semestre 2025 se sont établies à 399,65 millions de dollars. Ces chiffres figurent dans le rapport semestriel couvrant la période du 1er juillet au 31 décembre 2025, rendu public le lundi 2 février. Cette performance confirme une tendance baissière déjà observée au premier semestre de l'année, durant lequel la Banque centrale avait signalé un recul de 56 % des recettes pétrolières par rapport à la même période de 2024.

À titre de comparaison, les recettes pétrolières du Ghana avoisinaient encore 650 millions de dollars à la fin du second trimestre 2024. Ces revenus comprennent l'ensemble des flux financiers perçus par l'État au titre de l'exploitation des hydrocarbures, notamment les produits issus des levées de brut, les impôts acquittés par les compagnies pétrolières, les redevances ainsi que les intérêts générés par le fonds pétrolier. Le rapport de la Bank of Ghana attribue principalement cette contre-performance à la baisse des recettes issues des levées de brut. Entre juillet et décembre 2025, celles-

ci se sont limitées à 198,25 millions de dollars, contre 369,25 millions de dollars sur la même période en 2024. Sur l'ensemble du semestre, l'État ghanéen n'a procédé qu'à trois levées de pétrole, provenant des champs Jubilee Field et Sankofa Gye Nyame. Une cargaison attendue du champ TEN Field n'avait pas encore été comptabilisée à la clôture de l'exercice, ce qui a également pesé sur le niveau global des recettes. À cette baisse des volumes s'est ajoutée une évolution défavorable des prix sur les marchés internationaux. La Bank of Ghana souligne en effet un recul du cours du Brent en fin d'année 2025. La référence mondiale du pétrole est passée d'environ 66,6 dollars le baril à la fin du premier semestre à 60,8 dollars le baril à la fin décembre, réduisant mécaniquement la valeur des exportations ghanéennes.

Au-delà des facteurs conjoncturels, la situation du secteur pétrolier ghanéen s'inscrit dans un contexte structurel marqué par un déficit chronique d'investissements, en particulier dans l'amont pétrolier. D'après les données du Public Interest and Accountability Committee (PIAC), relayées par l'Agence Ecofin, aucun investissement majeur n'a été enregistré dans l'exploration et la production entre 2019 et 2024. Cette absence de nouveaux projets limite la capacité

du pays à renouveler ses réserves et à stabiliser sa production sur le long terme. Cette situation contraste avec le potentiel encore significatif du Ghana, estimé à environ 16 milliards de dollars selon des évaluations du cabinet Deloitte. Ce potentiel repose essentiellement sur les ressources identifiées dans les bassins offshore, qui demeurent sous-exploitées faute d'engagements financiers suffisants. Dans ce contexte, les autorités et les opérateurs misent essentiellement sur les projets déjà en exploitation. Le complexe Offshore Cape Three Points (OCTP) constitue à cet égard un pilier central de la production nationale. Depuis son entrée en service en 2018, ce projet offshore a permis de produire plus de 107 millions de barils de pétrole et près de 480 milliards de pieds cubes de gaz naturel, selon les données communiquées par l'opérateur Eni et ses partenaires. Cependant, ces performances ne suffisent pas à compenser le déclin global de la production. Dans un discours prononcé en novembre 2025, le ministre ghanéen des Finances, Cassiel Ato Forson, a indiqué que la production pétrolière du pays est passée de 71,4 millions de barils en 2019 à seulement 36 millions de barils en 2025, illustrant l'ampleur du recul et les défis auxquels le secteur demeure confronté.

FIBRE OPTIQUE

Le projet d'interconnexion Djibouti-Éthiopie-Soudan se formalise

L'accélération de la transformation numérique se traduit par une demande croissante en capacités Internet. Cette évolution pousse les acteurs du secteur à moderniser leurs infrastructures de télécommunications. Les opérateurs historiques Ethio telecom, Djibouti Telecom et Sudatel Group ont signé, le mercredi 4 février, un accord de partenariat tripartite visant à interconnecter leurs réseaux par fibre optique. Cette signature marque la formalisation

d'un protocole d'accord conclu en décembre 2024 et ouvre la voie à un nouveau corridor régional de connectivité. Concrètement, le projet prévoit la mise en place d'un corridor terrestre de fibre optique hautement résilient reliant les stations d'atterrissage des câbles sous-marins internationaux à Djibouti, traversant l'Éthiopie, avant de s'étendre jusqu'aux stations d'atterrissage du Soudan. Cette infrastructure doit offrir une capacité de plusieurs térabits

pour absorber la croissance exponentielle du trafic, une connectivité internationale de qualité opérateur à faible latence, adaptée aux services cloud et aux infrastructures hyperscale, ainsi que des routes transfrontalières multiples et sécurisées, renforçant la résilience régionale. Elle devrait également améliorer la fiabilité des services pour les opérateurs, les entreprises, les fournisseurs de contenus et les hyperscalers. « L'initiative Horizon Fiber vise à

renforcer significativement les capacités de bande passante internationale, à améliorer la résilience et la redondance des réseaux, et à répondre à la demande croissante en données, services cloud, connectivité hyperscale, plateformes numériques et flux de données transfrontaliers dans la région », a déclaré Ethio telecom.

R.I.

R.I.

CÔTE D'IVOIRE

La filière manioc se dote d'une interprofession

La Côte d'Ivoire est le 3ème producteur de manioc en Afrique de l'Ouest, derrière le Nigeria et le Ghana. La filière qui souhaite renforcer sa capacité de production, se réorganise pour en assurer une meilleure coordination. En Côte d'Ivoire, l'Interprofession de la filière Manioc (OIA manioc) a été officiellement lancée le 27 janvier, au cours d'une table ronde à Abidjan qui a réuni pouvoirs publics, partenaires techniques et financiers, institutions financières, secteur privé et acteurs de la filière (producteurs, transformateurs et commerçants). C'est ce qui ressort d'un

communiqué publié sur le site du gouvernement. Cette annonce marque l'aboutissement d'un processus engagé depuis novembre 2025. Selon Yedoh Kévin Nomel, le président du conseil d'administration de l'interprofession, le lancement de l'OIA manioc annonce le passage d'une filière fragmentée à une filière organisée et ambitieuse. « Au cours des trois prochaines années, l'OIA manioc travaillera à consolider sa gouvernance et établir une cartographie précise de la filière, mettre en place des mécanismes de collecte de données et de

traçabilité, structurer des mécanismes de financement adaptés aux différents maillons et déployer des standards de qualité harmonisés et des contrats d'approvisionnement sécurisés », a déclaré le responsable. Cette volonté de mieux structurer la filière intervient alors que Abidjan affirme depuis 2025 une volonté politique de renforcer la chaîne de valeur du manioc dans le pays. C'est ainsi que le gouvernement a annoncé en mai 2025 avoir obtenu deux prêts d'une valeur totale de 45,9 milliards de francs CFA (83,7 millions \$) auprès de la Banque islamique

de développement (BID) pour financer la mise en œuvre du Projet de développement de la chaîne de valeur du manioc. Ledit projet prévoit par exemple la valorisation de 40 000 hectares de terres agricoles, l'aménagement de 70 ha de périmètre irrigué dédié à la multiplication de boutures de manioc pour soutenir la production ou encore la construction de nouvelles unités de transformation. Autant d'initiatives destinées à accroître davantage la production locale du tubercule et à créer des débouchés pour les agriculteurs.

TANZANIE

Mise en œuvre un plan décennal pour renforcer la mécanisation agricole

En Tanzanie, le secteur agricole contribue à hauteur de 23 % PIB et emploie environ 65 % de la population active. Alors qu'une grande partie des activités agricoles repose encore sur la traction animale, le gouvernement souhaite intensifier le recours à la mécanisation.

La Tanzanie vient de lancer une stratégie nationale de mécanisation agricole sur la période 2026-2036. L'annonce a été faite par le Premier ministre Mwigulu Nchemba (photo) lors de l'ouverture de la Conférence africaine sur la mécanisation agricole durable qui se tient du 3 au 7 février à Dar es-Salaam.

Selon les informations relayées par le quotidien local Daily News, il est prévu, dans le cadre de cette nouvelle feuille de route, l'acquisition de 10 000 tracteurs au cours des prochaines années. Il a aussi été évoqué l'établissement de 1 000 centres intégrés de services de machinerie agricole à l'échelle des quartiers à travers le pays.

Autant d'initiatives qui devraient consolider les progrès enregistrés dans le secteur. Dans son rapport annuel sur l'exercice fiscal 2023/2024, le ministère de l'Agriculture indique, par exemple, que la superficie de terres agricoles cultivées par tracteur a plus que doublé depuis la campagne de 2019/2020 pour atteindre 4,35 millions d'hectares.

Et pour cause, le parc opérationnel de machines s'est considérablement développé. Selon les données officielles, le nombre de petits tracteurs en service a progressé de 76 %, passant de 8 883 unités en 2019/2020 à 15 633 unités en 2023/2024, tandis que le stock opérationnel de grands tracteurs a grimpé de 30,7 % à 25 632 unités sur la même période.

« Ces chiffres témoignent d'une amélioration de l'entretien des machines, de la formation des opérateurs et de la disponibilité des pièces de rechange, autant d'éléments essentiels pour maintenir la disponibilité et la productivité des équipements », souligne également le rapport. Malgré les avancées enregistrées au cours des cinq dernières années, la superficie des terres agricoles cultivées à l'aide de la traction animale atteignait encore 4,69 millions d'hectares en 2023/2024, révélant ainsi un potentiel considérable pour l'extension de la mécanisation agricole.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses toujours nerveuses autour de la tech, le bitcoin chute

Les Bourses mondiales sont en baisse vendredi, entraînées par les craintes autour du secteur de la tech qui ne cessent d'alimenter la fébrilité des investisseurs depuis plusieurs séances, tandis que le bitcoin poursuit sa dégringolade, plombé par une aversion pour le risque généralisé sur les marchés.

Vers 09h20, dans les premiers échanges, la Bourse de Londres lâchait 0,31%, celle de Paris 0,31% et Milan 0,55%. Francfort évoluait à l'équilibre (-0,01%). Vers 09h40 à Zurich, reculait de 0,79%. En Asie, l'indice hongkongais Hang Seng était en baisse de 1,25% dans les derniers échanges, quand Sydney a clos en baisse de 2,03% et Séoul de 1,44%. Les places boursières font les frais d'inquiétudes croissantes autour des poids lourds de la tech américaine, qui n'ont pas été atténuées par la publication de résultats trimestriels supérieurs aux attentes de plusieurs entreprises, comme Alphabet et Amazon. "La nervosité monte à mesure que les doutes sur la valorisation du secteur des logiciels s'ajoutent à la chute brutale des cryptomonnaies" et en premier lieu le bitcoin qui ne cesse de chuter, explique John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement à Cité Gestion Private Bank. Le lancement mardi soir, par la start-up Anthropic, à l'origine du modèle de langage Claude, d'un nouvel outil d'IA conçu pour traiter les tâches juridiques et de recherche, a mis le feu aux poudres, faisant craindre pour le modèle économique du secteur des logiciels. Et les acteurs de l'IA n'en ont pas profité

pour autant car les doutes sur la rentabilité de leur modèle économique, et des investissements massifs pour développer cette technologie, n'ont pas diminué. "La crainte est simple: que cette défiance sectorielle finisse par contaminer l'ensemble des actifs, déclenchant un véritable effet domino", juge John Plassard. Si l'Europe, jugée moins exposée à la tech, avait profité mercredi du désengagement des investisseurs pour les actions américaines, la source semble s'être tarie depuis jeudi. Les investisseurs s'inquiètent également du niveau jugé trop important des dépenses prévues dans la course aux infrastructures pour l'intelligence artificielle. Ils risquent de mal recevoir l'annonce par Amazon jeudi d'un "plan d'investissement massif de 200 milliards de dollars, supérieur de quelque 50 milliards aux attentes", juge Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank. Quelques jours plus tôt, Microsoft avait perdu près de 10%, pour des raisons similaires.

Des pertes massives pour Stellantis

Le titre du constructeur Stellantis plongeait de 17% vers 08H25 GMT, à 6,76 euros l'action, après avoir annoncé l'inscrip-

tion de 22 milliards d'euros de charges exceptionnelles dans ses résultats 2025 en raison d'une "surestimation significative du rythme de l'électrification" du secteur automobile. Ces charges massives, qui feront mécaniquement passer le groupe dans le rouge, sont presque équivalentes au cumul des bénéfices nets 2023 (18,6 milliards) et 2024. Le constructeur ne versera pas de dividendes en 2026.

Le bitcoin poursuit sa dégringolade

La chute du bitcoin ne semble pas s'enrayer. La plus capitalisée des cryptomonnaies a glissé vendredi à 60'000 dollars, sans toutefois tomber en-deçà. Il rebondissait de 3,1% vers 09h20 (heure suisse), à 65'039 dollars. Signe de la rapidité de son plongeon: il avait déjà glissé la veille sous 70'000 dollars pour la première fois depuis l'élection de Donald Trump pour son second mandat à la Maison Blanche, en novembre 2024. Depuis le début de l'année, il a

perdu 27% de sa valeur. Le gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau a estimé vendredi face à cette plongée que "les risques étaient en train de se matérialiser", en observant que cela ne créait pas un danger "systémique". Du côté du marché des changes, l'euro "n'a pas réussi à effacer ses pertes et n'a pu se maintenir au-dessus du seuil de 1,18 dollar, malgré le statu quo de la Banque centrale européenne (BCE) sur ses taux jeudi", analyse Ipek Ozkardeskaya. Vers 08H20, l'euro était en petite hausse de 0,14% face au dollar, s'échangeant à 1,1794 dollar pour un euro. L'or et l'argent tentent de se refaire. L'autre point d'attention de la séance sera le marché des métaux précieux, avec l'argent et l'or qui essayent de rattraper leurs lourdes chutes depuis le début de la semaine. Vers 09h20, l'or regagnait 1,82% à 4866,01 dollars l'once, et l'argent 3,67% à 73,42 dollars l'once.

Zonebourse

BOURSE ZURICH

En repli dans les premiers échanges

La Bourse suisse a débuté la séance dans le rouge vendredi, à l'instar de ses consoeurs européennes, entraînées par Wall Street. Les investisseurs sont à nouveau rattrapés par le doute quant à la valorisation et l'orientation stratégique des géants technologiques. Comme ses rivaux Google et Microsoft, Amazon a annoncé jeudi des recettes et bénéfices colossaux l'an dernier, mais ses investissements massifs prévus dans l'IA ont échaudé les marchés. Le titre a dévié de 11% à la clôture. A New York, l'indice Nasdaq à forte coloration technologique a cédé 1,59%, tandis que le Dow Jones et le S&P 500 ont reculé de 1,23%, respectivement 1,20%. "Amazon rejoint ainsi la liste des grandes entreprises technologiques qui n'obtiennent pas l'autorisation de dépenser autant. Le marché dit non, c'est trop", ironise Ipek Ozkardeskaya chez Swissquote. A ces inquiétudes s'ajoute la chute brutale des cryptomonnaies, le bitcoin ayant touché pendant la nuit le seuil des 60'000 dollars pour la première fois en près d'un an et demi. "Nul ne sait avec conviction le niveau auquel le cours pourrait se stabiliser", note

l'analyste vedette de la banque glandoise. "La crainte est simple: que cette défiance sectorielle finisse par contaminer l'ensemble des actifs, déclenchant un véritable effet domino", pointe John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement à la banque Cité Gestion. En outre, "les fluctuations brutales des cours sur les marchés des métaux précieux contribuent à saper la confiance", relève de son côté Frank Sohleder d'ActivTrades. Sur le front macroéconomique, le marché du travail américain a envoyé un signal nettement plus sombre en ce début d'année, avec plus de 108'000 suppressions de postes annoncées en janvier. "Un record pour ce mois depuis la crise financière", souligne John Plassard, pour qui "ce chiffre ne reflète pas un accident ponctuel, mais des décisions prises fin 2025, signe que les entreprises abordent 2026 avec beaucoup plus de prudence". A l'agenda du jour figurent les créations d'emplois et taux de chômage américains en janvier, ainsi que la confiance du consommateur prévues dans l'après-midi.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 03 Février 2026

Valeur : 05 Février 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.7345	129.7495
1	EUR	EURO		153.2683	153.2990
1	GBP	POUND STERLING		177.6455	177.7147
100	JPY	JAPANESE YEN		83.4466	83.4778
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7018	18.7059
1	CHF	SWISS FRANC		166.8611	166.9233
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.9671	95.0059
1	DKK	DANISH KRONE		20.5211	20.5248
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.5336	14.5386
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.4083	13.4373
1	AED	UAE DIRHAM		35.3202	35.3339
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5940	34.5999
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.6628	424.8510
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.6149	45.0633
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2061	14.2078
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.4842	20.5893
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2606	3.2707
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.7421	178.7421

POINT-MARCHÉS

L'Europe ouvre dans le rouge, l'IA et les résultats plombent le moral

Les principales Bourses européennes sont dans le rouge vendredi en début de séance, dans un climat hostile au risque en raison des craintes liées à l'intelligence artificielle (IA) et alors que les investisseurs réagissent à une nouvelle série de résultats et d'actualités d'entreprises. À Paris, le CAC 40 .FCHI perd 0,34% à 8.210,07 points vers

08h26 GMT. À Francfort, le Dax .GDAXI grappille 0,11% et à Londres, le FTSE 100 .FTSE cède 0,28%. L'indice EuroStoxx 50 .STOXX50E est en hausse de 0,07%, le FTSEurofirst 300 .FTEU3 est en baisse de 0,09% et le Stoxx 600 .STOXX perd 0,08%. Les tensions restent vives après une semaine difficile pour les valeurs technologiques, et les pertes

du secteur se poursuivent vendredi, les résultats d'Amazon AMZN.O n'ayant fait qu'accroître les craintes concernant les dépenses des géants de l'industrie en matière d'IA. Le secteur technologique européen .SX8P en pâtit, cédant 1,1% dans les premières transactions et s'acheminant vers une baisse de plus de 6% sur la semaine.

Sur le reste de l'actualité, le constructeur automobile franco-italien Stellantis plonge de 14% à Paris après avoir annoncé des charges exceptionnelles, reflétant un virage stratégique passant notamment par une révision en baisse de ses ambitions 100% électriques. Le secteur automobile sur le Stoxx 600 .SXAP recule de plus de 2%

dans son sillage. Société Générale SOGN.PA cède 2,6%, la banque française ayant publié des résultats mitigés au quatrième trimestre. L'élargissement du rappel de lots de lait infantile du groupe Danone Danone DANO.PA pèse à nouveau sur l'action du groupe français, qui perd 2%.

Agence

ÉTATS-UNIS

Le marché de l’emploi poursuit sa dégradation

Les signaux de ralentissement du marché du travail américain se confirment mois après mois. En janvier, les créations d’emplois dans le secteur privé ont nettement déçu, illustrant une dynamique de plus en plus fragile de l’économie des États-Unis, malgré les discours volontaristes de l’administration Trump sur la relance industrielle et la croissance.

Synthèse de Rédaction internationale

Selon l’enquête mensuelle ADP/Stanford Lab publiée mercredi, seulement 22.000 créations nettes d’emplois ont été enregistrées en janvier. Un chiffre largement inférieur aux attentes des analystes, qui tablaient sur environ 45.000 nouveaux postes, d’après le consensus relayé par MarketWatch. Cette contre-performance confirme une tendance baissière observée depuis plusieurs mois et alimente les inquiétudes sur la capacité de l’économie américaine à maintenir un rythme soutenu de création d’emplois. La dégradation est progressive mais persistante. En décembre, les créations d’emplois s’étaient limitées à 50.000, là encore en deçà des prévisions qui anticipaient 73.000 postes. En novembre, le chiffre avait atteint 56.000, après révision à la baisse. Cette succession de résultats décevants traduit un essoufflement généralisé du secteur privé, dans un contexte marqué par le durcissement des conditions financières, l’incertitude politique et le ralentissement de l’investissement. Sur l’ensemble de l’année 2025, les entre-

prises privées américaines n’ont créé que 398.000 emplois, contre 771.000 en 2024, rappelle Nela Richardson, directrice de l’enquête ADP. Elle évoque un « ralentissement connu et spectaculaire des créations d’emplois ces trois dernières années », soulignant que la phase de forte reprise post-pandémie est désormais largement derrière l’économie américaine. Le secteur industriel, pourtant érigé en priorité stratégique par le président Donald Trump, reste l’un des points noirs du marché du travail. Selon le rapport, l’industrie a perdu des emplois chaque mois depuis mars 2024, une tendance qui met en difficulté les ambitions de réindustrialisation affichées par la Maison Blanche. Les coûts de production élevés, la concurrence internationale et l’automatisation continuent de peser sur l’emploi manufacturier. Parallèlement, le taux de chômage poursuit sa lente progression. Il s’élevait à 4 % en janvier 2025, avant d’atteindre 4,4 % en décembre, avec un pic temporaire à 4,5 % en novembre. Cette hausse modérée mais continue reflète l’affaiblissement de la demande de main-d’œuvre, même si le marché du travail reste loin des niveaux de

tension observés lors des précédentes crises économiques. En revanche, la progression des salaires demeure soutenue. En janvier, les rémunérations des salariés en poste augmentaient de 4,5 % sur un an, un facteur susceptible d’alimenter les pressions inflationnistes, mais aussi de soutenir la consommation intérieure. Les données ADP, bien que scrutées de près, sont toutefois interprétées avec prudence par les économistes, en raison de leur champ plus restreint. Elles précèdent généralement de deux jours le rapport officiel du Bureau des statistiques du travail (BLS). Or, la publication prévue vendredi a été reportée en raison d’une paralysie budgétaire partielle récemment levée, sans nouvelle date annoncée à ce stade. Dans ce contexte tendu, Donald Trump a annoncé le 30 janvier la nomination d’un nouveau chef du BLS, six mois après avoir limogé sa prédécesseure, qu’il accusait d’être responsable des mauvais chiffres de l’emploi. Une décision qui illustre la forte politisation des indicateurs économiques à l’approche d’une période charnière pour l’économie américaine.

INDONÉSIE

La croissance économique s’accélère en 2025

L’activité économique de l’Indonésie a connu une croissance de 5,11% en 2025, légèrement plus forte que l’année précédente, portée par une hausse de la consommation notamment au quatrième trimestre, résultant d’un plan de relance gouvernemental. Selon les chiffres de l’Office des

statistiques indonésien (BPS) publiés jeudi, le Produit intérieur brut (PIB) de la première économie d’Asie du Sud-Est a progressé de 5,11% en 2025, un chiffre supérieur à celui de 2024 (5,03%) mais inférieur aux prévisions de 5,2% du gouvernement. La croissance au quatrième trimestre s’est établie à

5,4%, une hausse significative par rapport à la même période de l’année précédente et un résultat bien meilleur que prévu. En juin, le gouvernement a dévoilé un ensemble de mesures de relance économique d’un montant de 1,5 milliard de dollars, comprenant des réductions sur les tarifs des trains, des

avions et des ferries, ainsi que des subventions pour les pénalités afin de stimuler notamment le tourisme. L’Etat a également versé des aides sociales supplémentaires, tout en accordant des transferts d’argent aux travailleurs à faible revenu.

APS

SELON LE PMI

L’économie britannique accélère début 2026 mais les coûts persistent

L’activité dans le secteur des services au Royaume-Uni a fortement progressé en janvier et la confiance s’est accrue, selon une enquête publiée mercredi, mais les entreprises ont également signalé une hausse de leurs prix, un sujet d’inquiétude potentiel pour la Banque d’Angleterre avant sa décision sur les taux d’intérêt cette semaine. L’indice des directeurs d’achat des services S&P Global UK a atteint 54,0 en janvier, son plus haut niveau depuis août 2025, contre 51,4 en décembre. Le chiffre publié mercredi est légèrement inférieur à l’estimation flash de 54,3, qui aurait constitué un record depuis avril 2024. Des valeurs PMI supérieures à 50,0 indiquent une croissance de l’activité, tandis que celles en dessous de ce seuil signalent une contraction. Les perspectives de production future sont les plus solides depuis octobre 2024

– période où la ministre des Finances Rachel Reeves avait imposé des hausses d’impôts inattendues aux entreprises – et ce, malgré les inquiétudes des entreprises concernant les risques géopolitiques et la faiblesse de la demande des consommateurs. La confiance des entreprises avait de nouveau diminué avant le deuxième budget de Reeves en novembre 2025. Celui-ci comprenait 26 milliards de livres sterling (36 milliards de dollars) de hausses d’impôts, mais la plupart ont été reportées et moins axées sur les entreprises qu’en 2024. Tim Moore, directeur économique chez S&P Global Market Intelligence, a indiqué que certaines entreprises estimaient que la clarté apportée après le budget avait contribué à l’amélioration de la confiance. L’indice PMI composite, qui combine les résultats de l’enquête sur les services avec ceux, solides, du secteur manufac-

turier publiés lundi, a atteint en janvier son plus haut niveau depuis août 2024 à 53,7, contre 51,4 en décembre, mais reste en deçà de la première estimation à 53,9. Les commandes d’exportation de services ont globalement progressé au deuxième rythme le plus rapide depuis octobre 2024. « La dernière enquête révèle un début d’année 2026 encourageant pour le secteur britannique des services, après une fin d’année dernière morose », a déclaré Moore. « Cependant, les signaux restent moroses pour le marché du travail britannique, les embauches ayant reculé à un rythme plus soutenu en janvier, les entreprises cherchant à compenser la hausse des coûts salariaux », a-t-il ajouté. Les embauches ont diminué pour le seizième mois consécutif, soit la plus longue baisse ininterrompue depuis

2010. Certaines entreprises, notamment dans l’hôtellerie, expliquent que la hausse des salaires et les incertitudes économiques plus larges les ont amenées à ne pas remplacer les départs. Le principal taux du salaire minimum britannique augmentera de 4,1 % en avril, à 12,71 livres sterling de l’heure, après une hausse de 6,7 % l’année dernière. Si les coûts des intrants pour les entreprises de services ont progressé moins rapidement qu’en décembre, les prix facturés aux clients se sont accélérés pour atteindre leur rythme de hausse le plus rapide depuis août. La Banque d’Angleterre, qui devrait maintenir jeudi ses taux d’intérêt à 3,75 %, surveille l’inflation des prix des services alors qu’elle évalue la rapidité à laquelle elle pourra réduire le coût du crédit. Les investisseurs anticipent une ou deux baisses de taux d’un quart de point en 2026.

Agence

EUROPE

La BCE laisse ses taux inchangés

Le Conseil des gouverneurs a décidé ce jour de laisser inchangés les trois taux d’intérêt directeurs de la BCE. Son évaluation actualisée confirme une nouvelle fois que l’inflation devrait se stabiliser au niveau de son objectif de 2 % à moyen terme. L’économie continue de résister dans un environnement mondial difficile. La croissance est soutenue par le faible niveau de chômage, la solidité des bilans dans le secteur privé, le déploiement progressif des dépenses publiques supplémentaires consacrées à la défense et aux infrastructures et les effets bénéfiques des réductions passées des taux d’intérêt directeurs. Les perspectives restent cependant incertaines, en particulier en raison des incertitudes entourant les politiques commerciales au niveau mondial et des tensions géopolitiques. Le Conseil des gouverneurs est déterminé à assurer la stabilisation de l’inflation au niveau de son objectif de 2 % à moyen terme. Il suivra une approche s’appuyant sur les données pour définir, réunion par réunion, l’orientation appropriée de la politique monétaire. Plus particulièrement, les décisions du Conseil des gouverneurs relatives aux taux d’intérêt seront fondées sur son évaluation des perspectives d’inflation et des risques entourant ces perspectives, compte tenu des données économiques et financières disponibles, de la dynamique de l’inflation sous-jacente et de la force de la transmission de la politique monétaire. Le Conseil des gouverneurs ne s’engage pas à l’avance sur une trajectoire de taux particulière. Les taux d’intérêt de la facilité de dépôt, des opérations principales de refinancement et de la facilité de prêt marginal resteront inchangés, à respectivement 2,00 %, 2,15 % et 2,40 %.

Agence

La Justice américaine entend toujours forcer Google à vendre Chrome

Le département américain de la Justice et plusieurs États reviennent à la charge contre Google. Ils contestent la décision d'un juge fédéral qui a limité les sanctions après avoir pourtant reconnu un monopole illégal sur la recherche en ligne.



En 2024, la justice a estimé que Google avait verrouillé le marché grâce à ses accords avec Apple, Samsung et d'autres fabricants pour être le moteur de recherche utilisé par défaut. En 2025, le même juge a toutefois refusé d'imposer la vente du navigateur Chrome, une décision, qui, forcément, a été largement saluée par Google.

Mais l'affaire ne s'arrêtera pas là.

Tout part de deux actions lancées en 2020, l'une par Washington, l'autre par une coalition de 38 États et territoires. Elles visent les contrats qui garantissent que, sur iPhone ou sur de nombreux smartphones Android,

Google soit le moteur déclenché automatiquement quand on tape une requête dans la barre d'adresse ou le champ de recherche. Ces accords représentent plus de 20 milliards de dollars par an, versés à Apple et aux fabricants pour rester en première ligne. La justice avait envisagé puis écarté la revente de Chrome tout en imposant des contraintes à Google sur Chrome et Android. Pourtant, plusieurs potentiels acquéreurs s'étaient déjà manifestés, parmi lesquels OpenAI, Perplexity et même... Yahoo ! Les contraintes imposées à Google sont relativement légères. Trop légères selon le département de la Justice. Ces contrats doivent désormais être remis en concurrence chaque année pour laisser une porte entrouverte aux rivaux. D'ailleurs, ironiquement, Google, qui était déjà configuré par défaut sur les produits Apple, a renforcé ses liens avec la firme de Cupertino en signant un nouveau contrat pour utiliser Gemini comme technologie sous-jacente à Siri. Comme quoi la situation est encore plutôt favorable à Google. Et c'est bien ce point que la Justice américaine entend remettre en cause devant la Cour d'appel du district de Columbia.

La Xiaomi SU7 affiche une autonomie persistante tout simplement folle après 265 000 kilomètres



Xiaomi a fait une entrée tonitruante dans le secteur des voitures électriques avec sa Xiaomi SU7. Un modèle très populaire, et qui affiche des performances incroyables. Qui aurait cru il y a trois ans que l'on pourrait évoquer sérieusement

Xiaomi comme une marque à surveiller quand on veut s'offrir un véhicule électrique ? Il faut dire qu'en très peu de temps, le groupe a déjà réussi à s'imposer en Chine, et compte aussi déjà des preneurs en Europe, alors que la commercialisation n'y a même pas encore officielle-

ment débuté. Et vu les performances que l'on découvre, ça n'a rien d'étonnant !

Toujours 94,5% de batterie préservés après avoir roulé 265 000 kilomètres !

Xiaomi a chauffé l'atmosphère ces derniers jours sur Weibo, le réseau social chinois le plus important. La raison ? Sa Xiaomi SU7. Ou plus exactement, une Xiaomi SU7 en particulier, dont le propriétaire, un certain M. Feng, s'est rendu dans un centre de service Xiaomi pour faire examiner son véhicule. Et il y a appris que, malgré son usage très intensif de sa voiture - l'équivalent de près de 500 kilomètres par jour pendant près de 18 mois - la batterie avait été extrêmement bien préservée. Plus exactement, après 265 000 kilomètres

d'avalés, il lui a été indiqué que cette dernière avait préservé 94,5% de sa capacité. Pour rappel, la batterie de la Xiaomi SU7 est de 94,3 kWh. Ici, elle aurait déjà effectué 506 cycles de charge. Et les nombres qui viennent d'être transmis placeraient Xiaomi bien au-dessus des autres constructeurs. En général, ils offrent une garantie de 8 ans ou 150 000 kilomètres, avec l'idée que la batterie ne perdrait que 20 à 30% de sa capacité. De manière plus globale, la Xiaomi SU7 affiche une santé de fer après une telle utilisation. Le centre de service a en effet indiqué, en plus de l'état de la batterie au top, que la voiture n'avait jamais eu besoin d'un remplacement des plaquettes de frein, et qu'il n'y avait pas de présence d'eau dans le liquide de refroidissement.

Accusé d'avoir entraîné son IA avec des livres piratés, NVIDIA riposte

Mis en cause par plusieurs auteurs pour l'utilisation présumée de livres piratés dans l'entraînement de ses modèles d'intelligence artificielle, NVIDIA a officiellement riposté devant la justice américaine. Le géant des semi-conducteurs a déposé une motion demandant le rejet de la plainte amendée, estimant que les nouvelles accusations reposent sur des suppositions qui ne prouvent aucune violation effective du droit d'auteur. Pour rappel, les plaignants affirment que NVIDIA aurait utilisé des jeux de données contenant des millions d'ouvrages protégés, issus notamment de bibliothèques dites « de l'ombre » comme Anna's Archive. Des documents internes cités dans la plainte évoquaient un contact avec cette plateforme afin d'obtenir un accès massif à ses collections.

Un contact ne suffit pas à prouver une contrefaçon

À en croire la réponse NVIDIA, oui, il y aurait bien eu contact avec la fameuse bibliothèque fantôme ! En revanche, la firme adopte une ligne de défense claire : le simple fait d'avoir contacté Anna's Archive ne constitue pas une preuve. Selon l'entreprise, les auteurs ne démontrent à aucun moment que leurs œuvres spécifiques ont été téléchargées, ni qu'elles ont été utilisées pour entraîner des modèles d'IA. La société souligne que la plainte repose largement sur des affirmations formulées « upon information and belief », une expression juridique désignant des suppositions non étayées par des preuves concrètes. NVIDIA insiste sur l'absence d'éléments techniques ou factuels attestant de l'usage effective des livres concernés dans ses modèles. Le groupe conteste également l'élargissement du périmètre de la plainte, qui cite désormais des modèles et jeux de données non identifiés, ainsi que plusieurs autres bibliothèques pirates. NVIDIA considère que les plaignants tentent d'élargir artificiellement l'affaire afin d'obtenir un accès étendu à ses travaux internes, sans éléments factuels solides. Parmi les autres éléments venus compliquer le dossier, la récente déclaration d'un représentant d'Anna's Archive qui explique ne pas avoir été en contact direct avec NVIDIA, évoquant l'éventuel recours à un intermédiaire. Une déclaration qui, sans être reprise dans la défense officielle du groupe, affaiblit le scénario d'un accès direct et assumé. À noter toutefois que NVIDIA ne demande pas le rejet de l'accusation initiale liée à l'utilisation du jeu de données Books3 pour entraîner ses modèles NeMo. Cette partie du litige devrait être tranchée ultérieurement, probablement sur le terrain du fair use, comme Meta et d'autres l'ont déjà défendu. L'affaire est donc loin d'être close, mais la riposte de NVIDIA vient nettement rebattre les cartes.

Brèves

WD promet d'augmenter de 800 % la vitesse des disques durs

Si les SSD et la flash sont de plus en plus plébiscités par les entreprises, cela n'empêche pas Western Digital - qui avait racheté Sandisk près de 19 Md\$ avant d'en faire sa filiale spécialisée dans les produits NAND flash - de croire encore au potentiel des disques durs. Pour cela, le fournisseur américain mise sur plusieurs technologies : SMR (Shingled Magnetic Recording), eAMR (Energy-Assisted Magnetic Recording), HAMR (Heat-Assisted Magnetic Recording), et ePMR (Energy-Assisted Perpendicular Magnetic Recording). Si à court terme toutes ces technologies aboutiront à un disque dur UltraSMR (Shingled Magnetic Recording) de 3,5 pouces d'une capacité de 40 To,

des modèles d'une capacité de 100 To sont pressentis d'ici les dix prochaines années. WD affirme également qu'il doublera les performances de transfert séquentiel à court terme et les multipliera par huit (8X) au cours de cette période. Étant donné que le débit séquentiel atteint actuellement un pic d'environ 300 Mo/s, le débit cible annoncé s'annonce ainsi bien supérieur à 2 Go/s à terme.

exas Instruments rachète Silicon Labs 7,5 Md\$

15 ans après mis la main sur National Semiconductor pour 6,5 Md\$, spécialisé dans le domaine des composants analogiques, le fournisseur américain a annoncé le rachat de Silicon Labs. Cette transaction, estimée à 7,5 Md\$, doit permettre à Texas Instruments de se renforcer cette fois dans les puces de communication sans

fil. L'an dernier, Silicon Labs avait dévoilé son SoC intégrant un accélérateur IA taillé pour les applications IoT que l'on retrouve dans ses modèles de puces SiXG301 et SiXG302, gravées en 22 nm, et reposant sur une architecture Arm Cortex M33.

Positron lève 230 M\$

La start-up positionnée dans les accélérateurs d'inférence IA a, selon Techcrunch, réussi à lever, dans le cadre d'un tour de table serie B, 230 M\$. Selon notre confrère la société compte utiliser ces capitaux pour accélérer le déploiement de ses puces mémoire haute performance. La société, valorisée un milliard de dollars, a bénéficié d'un investissement stratégique de Qatar Investment Authority (QIA), le fonds souverain qatari, qui se concentre de plus en plus sur le développement d'infrastructures d'IA, ont indiqué des sources.

FERRARI 849 TESTAROSSA (2026

Comme un juron à l'église

Ferrari a osé accoler l'appellation historique Testarossa sur la version Modificata de la SF90 Stradale. Logique ou blasphème ?

Peu avant le lancement de la SF90, Ferrari avait envisagé de sortir de la naphthaline l'appellation Testarossa mais s'était ravisée, le risque marketing ayant finalement été jugé trop important. Car cette super sportive proposée en 2020 ne logeait pas de 12 cylindres entre ses roues arrière, mais un V8 suralimenté et électrifié à l'aide de pas moins de trois moteurs électriques.

Maranello avait alors estimé qu'une telle décision reviendrait à s'engager sur une pente bien trop glissante, et le constructeur italien de voitures de sport avait donc décidé de faire référence à la Formule 1. Avec l'idée sous-jacente d'y utiliser également un groupe motopropulseur hybride. Le suffixe Stradale devait donc suggérer qu'il s'agissait d'une voiture de F1 pour la route. Pour le modèle appelé à succéder à la SF90 Stradale, le cheval cabré aurait pu se contenter d'y ajouter la mention Modificata, mais les décideurs ont finalement décidé d'opter pour la désignation Testarossa, chargée d'histoire. Et en dépit des vociférations de tous les trolls en ligne, ce nom est en fait très bien choisi.

Concept Ferrari 849 Testarossa

Bien que la carrosserie et l'intérieur aient été entièrement redessinés, il ne s'agit pas d'un modèle entièrement nouveau. En revanche, il s'agit d'une évolution en profondeur de la SF90, puisque le châssis et le groupe motopropulseur ont été récupérés, même si la 849 Testarossa place la barre plus haut sur le plan mécanique et technologique.

Design Ferrari 849 Testarossa

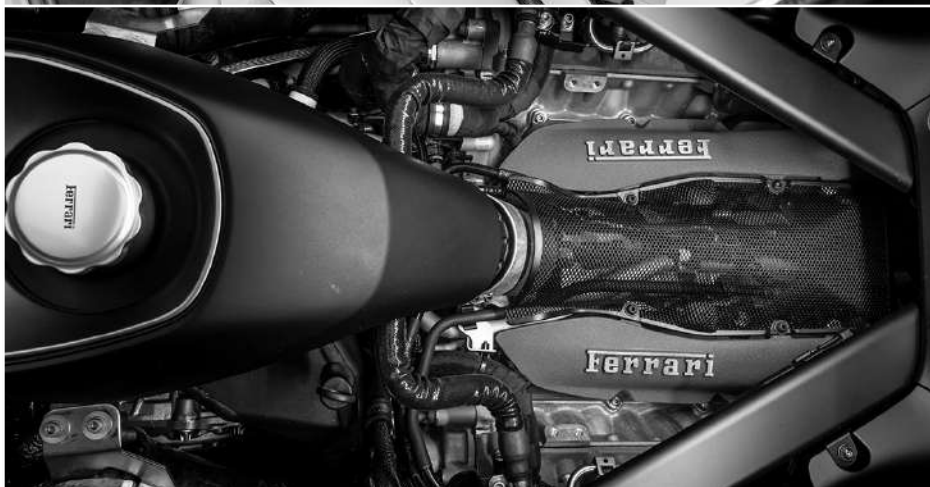
Nous aussi, nous n'avions pur réprimer un sentiment de déception au moment de poser une première fois les yeux sur la nouvelle Testarossa. Aujourd'hui que nous l'avons découverte "en vrai", la 849 nous a laissé une bonne impression, bien meilleure que sur les photos de studio diffusées par Ferrari il y a quelques mois. À l'arrière en particulier, les deux généreuses sorties d'échappement surélevées qui s'extirpent de la poupe comme des canons sont un régal pour les yeux. Elles s'harmonisent d'ailleurs très bien avec l'imposant diffuseur et les deux ailerons - appelés "Twin Tails".

La face avant, avec le bandeau noir désormais caractéristique qui relie les phares, et ces moustaches spécifiques à la Testarossa dans les coins, nécessitent un peu plus de temps pour que nos rétines s'y accommodent. Tout dépend de la combinaison de couleurs choisie.

Les flancs reçoivent une bordure noire qui abrite de nouvelles ouïes de refroidissement (notez également les portes sculptées, avec une forme qui évoque un peu la F1), une solution technique qui fait référence à la Testarossa. Toutefois, son efficacité visuelle dépend à nouveau de la couleur de la carrosserie. Et des préférences personnelles, bien sûr. Quoi qu'il en soit, il n'y a pas grand-chose qui puisse nuire à sa présence sur la route.

Habitacle Ferrari 849 Testarossa

L'intérieur de la 849 Testarossa est plus étroit, avec une console centrale réduite qui donne à vos bras et à vos jambes un espace de mouvement remarquable. La grille de changement de vitesse en aluminium brossé a changé de place, et le volant merveilleusement tactile (avec de délicieuses palettes de changements de vitesse parfaitement intégrés) est doté de nouveaux boutons - les



touches de fonction cruciales avec retour haptique ayant heureusement reléguées aux oubliettes.

Vous avez devant vous un compteur numérique à la présentation logique, avec le choix entre une présentation classique avec ce tachymètre jaune caractéristique et un affichage F1 simplifié pour une utilisation sur piste, ne montrant que les données pertinentes. Il est également possible de projeter la carte de navigation avec les instructions d'itinéraire qui l'accompagnent, bien entendu. La visibilité panoramique est étonnamment bonne, ce qui, associé à la maniabilité, donne à cette Ferrari l'impres-

sion d'être beaucoup plus compacte que ses dimensions ne le laissent supposer.

Spécifications Ferrari 849 Testarossa

Comme la SF90 Stradale, la nouvelle Testarossa utilise un moteur de 4 litres, un V8 suralimenté qui reçoit l'aide non pas d'un, ni de deux, mais de trois moteurs électriques. Fait remarquable : le module électrique reste inchangé. Les moteurs électriques conservent la même puissance et la batterie la même taille, mais la puissance du moteur à combustion a été augmentée grâce à des turbines plus grandes.

La puissance du système est désormais de 1050 ch (en mode Qualifying), ce qui ajoute une nouvelle étape à des performances déjà inégalées. La 849 passe de 0 à 100 en 2,3 s et de 0 à 200 km/h en 6,4 s, tandis que la vitesse maximale dépasse les 330 km/h. Et tout au long du parcours, aucun indice ne permet de remettre en cause ces chiffres. Mais c'est le temps au tour de Fiorano qui est surprenant : la Testarossa y est une seconde et demie plus rapide que la SF90 Stradale.

Au volant Ferrari 849 Testarossa

Le parcours sinueux dans les montagnes espagnoles comporte des passages étroits et des épingles à cheveux traîtresses. De plus, nous devons être vigilants, car le temps orageux a projeté de nombreuses branches arrachées sur la route encore humide. Ce n'est pas le genre de conditions dans lesquelles on peut poursuivre une supercar de plus de 1000 chevaux, mais nous ne nous sommes pas fait prier pour autant.

Faufilez-vous dans les villages endormis, en mode eDrive qui vous permet de rouler à l'électricité quand vous le pouvez. La batterie a une capacité de 7,5 kWh et promet une autonomie d'environ 25 kilomètres en mode électrique. Sur la route, on remarque surtout la rapidité avec laquelle l'accu se recharge, de sorte que l'on n'hésite pas à utiliser le boost électrique supplémentaire.

Dans un premier temps, nous optons pour le prudent mode pluie (Wet), puis nous mettons cette Ferrari en mode Sport. Grâce au mode Bumpy, la 849 sait très bien gérer les bosses du bitume, la fonction lift veillant entre-temps à ce que les casse-vitesse n'endommagent pas le plancher au design complexe, avec ses générateurs de vortex et autres conduits copiés sur ceux de la F1. Dès que le monde habité disparaît dans le rétroviseur, nous activons le mode Competition et les chevaux commencent à se pavanner. La montée en puissance se fait en douceur, grâce à l'interaction raffinée entre les trois moteurs électriques (chaque roue avant en reçoit un, le troisième se trouve entre le V8 et la transmission) et le moteur à combustion interne, mais la poussée vers la zone rouge reste joliment mécanique, comme un ouragan à l'élan foudroyant prêt à rayer tout et tout le monde de la carte.

Et c'est un peu ce que fait cette Ferrari, car sur la route sa bonne humeur est particulièrement frappante, avec son énorme volonté de faire en sorte que le conducteur se sente le plus à l'aise possible. Une croisière confortable : pas de problème. S'écraser comme si vous étiez au volant d'un monstre de rallye du groupe B : c'est également possible. Le plaisir est au rendez-vous.

Vous n'avez jamais l'impression de devoir "céder les commandes à la machine". Même si, bien sûr, cela arrive. Ferrari n'a cessé d'affiner les différents systèmes d'aide à la conduite pour que même les gens ordinaires s'aventurent un moment dans la peau de Dieu. Ou Hamilton. Ou Charles Leclerc.

Prix Ferrari 849 Testarossa

Ferrari décrit la Testarossa comme la "F80 pour tous". Bien qu'il faille prendre ce "pour tout le monde" avec de sacrés guillemets, bien sûr. En effet, la 849 s'affiche à un prix de départ de 455.000 €. Pour le Spider, il faut compter près de 500.000 €. Sachez également que l'acheteur moyen d'une Ferrari agrmente son bon de commande de 100.000 € supplémentaires d'options de personnalisation....

Mots fléchés

Empereur français	↓	Victoire de Napoléon	↓	Cirque suisse	↓	Arme automatique	↓	Défaite de Napoléon	↓	Petit de l'ânesse	↓	Victoire de Napoléon	↓
Victoire de Napoléon		Mioche		Enzyme		Victoire de Napoléon	→			Prénom féminin		Grande randonnée	↓
	→		↓		↓						↓		
Toxique	→							Durées	Donc	→			
Placées													
	→												
						Semblable	→					Victoire de Napoléon	↓
Hallucino-gène	→												
Vrai				Il a un mur	→			Champion	→			Maîtresse de Zeus	→
	→					Dégoûtant	→					Électron-volt	→
				Chamois		Einsteinium						Anneau de cordage	
Bourricots		Doyenne	→		↓			Marchera	Concept spirituel		Grande école	→	
		Groupe terroriste									Obstination		
	→		↓										
						Crooner célèbre	→						
						Grain de beauté							Défaite de Napoléon
Gare de triage du Rhône	→												
Échine						Souvent fous	→						Qualité
	→					Tragédies							
				Appareil de détection	→					Fleuve de Russie	→		
				Arrose Saint-Omer						Armée irlandaise			
Roman d'Emile Zola		Précurseur de l'aviation	→					Par	→			Astate	→
		Abri douillet											
	→		↓										
				Part !	→								
				Remplace le RMI				Victoire de Napoléon	→				
Rapport de cercle	→			Remâchai	→							Erbium	→
				Bizarre								Mammifères marins	
Appuyé contre un mur	→												
Ville de Mésopotamie								Entrée			Ville lorraine	→	
	→										Unités de temps		
						Possessif	→			Il a sa bouche	→		
						Embarras-sées				Train de banlieue			
Choix	→												
Meugle				À eux	↓	Hurlement	→				Moteur turbo		Personnes
	→												
						Région française	→						Son nom indique sa forme
Nouveau disque		A toi	→			Instruite	→						
		Epais				Ecrivain italien (Umberto)							
	→		↓										
				Quantités	→					Intermé-diaire	→		
										Césium			
Combat singulier				Plante de la famille des palmiers	→			Cérium	→		Possessif	→	
	→												
						Port de Tunisie	→					Sélénium	→

PÉTROLE

Le Brent à 68,29 dollars le baril

Les cours du pétrole sont allés de l'avant vendredi, récupérant une partie des pertes enregistrées lors de la séance précédente, dans un contexte marqué par la surveillance des évolutions géopolitiques et leurs répercussions sur l'offre mondiale. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, a augmenté de 1,11 %, pour s'établir à 68,29 dollars le baril à 06h45 GMT. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mars, a progressé de 1,22 %, à 64,05 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Samedi 7 février 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



RÉALISATION DE LA LIGNE MINIÈRE OUEST

Le DG de l'UIC salue la vision prospective profonde des autorités algériennes

Le directeur général de l'Union internationale des chemins de fer (UIC), François Davenne, a salué, mercredi, la réalisation du projet de la ligne minière Ouest Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, parallèlement à la ligne ferroviaire de transport de voyageurs, estimant qu'elle reflète la vision prospective profonde des autorités algériennes. Dans une déclaration à la Télévision algérienne, M. Davenne a précisé que "la réalisation d'un projet de telle envergure, incluant la ligne minière Ouest et la ligne de transport de voyageurs, témoigne de la clairvoyance stratégique des autorités algériennes". Le même responsable a souligné que si certains pays sont reconnus pour leurs réseaux ferroviaires minières développés, la particularité de l'expérience algérienne réside dans "la mixité entre l'exploitation minière et le transport de voyageurs", qualifiant cette réalisation d'"unique en son genre". Il a également mis en exergue l'intérêt économique que ce projet est à même de générer à l'échelle africaine, compte tenu des ressources naturelles considérables dont dispose l'Algérie, saluant "la démarche de l'Algérie, axée sur la mise en place d'infrastructures ferroviaires modernes et le raccordement de ces lignes à la croissance démographique et à l'aménagement du territoire". Par ailleurs, M. Davenne a affirmé que l'UIC salue le travail accompli par l'Agence nationale algérienne d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anesrif), dans le cadre de la concrétisation de ce projet, ajoutant que "ce qui a retenu notre attention dans la réalisation de tels projets d'envergure en Algérie, c'est la grande maîtrise technique des ingénieurs algériens et les hautes compétences des entreprises nationales".

Agence

FAO

Les prix alimentaires mondiaux en recul pour le 5^e mois consécutif



L'indice de référence des prix mondiaux des produits alimentaires a reculé en janvier pour le cinquième mois consécutif, sous l'effet de la baisse des cours internationaux des produits laitiers, du sucre et des viandes, selon un rapport publié vendredi par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'indice FAO des prix des produits alimentaires s'est établi en moyenne à 123,9 points en janvier, en baisse de 0,4 % par rapport à décembre et de 0,6 % par rapport à son niveau de janvier de l'année précédente. Les prix mondiaux des céréales ont enregistré une légère hausse de 0,2 % sur un mois, malgré un recul marginal des prix du blé et du maïs. Des stocks abondants de blé ont compensé les préoccupations liées aux conditions météorologiques affectant les cultures dormantes en de Russie et aux Etats-Unis. En revanche, l'indice FAO des prix du riz a progressé de 1,8 %, soutenu par une demande plus ferme pour les variétés de riz aromatique. Pour sa part, l'indice des prix des huiles végétales a augmenté de 2,1 % en janvier. Les prix mondiaux de l'huile de palme ont progressé en raison du ralentissement saisonnier de la production en Asie du Sud-Est et d'une demande mondiale soutenue à l'importation. Les prix de l'huile de soja et de tournesol ont rebondi, tandis que les cotations de l'huile de colza ont légèrement reculé. L'indice FAO des prix de la viande a reculé de 0,4 % par rapport à décembre. Les prix de la viande de volaille ont augmenté, tandis que les prix des viandes ovine et bovine sont restés globalement stables. Les cours internationales des produits laitiers ont chuté de 5,0 % en janvier, principalement sous l'effet du recul des prix du fromage et du beurre, en raison de disponibilités abondantes. A l'inverse, les prix de la poudre de lait écrémé se sont raffermis, sou-

tenus par une reprise de la demande d'importation au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans certaines régions d'Asie. L'indice FAO des prix du sucre a diminué de 1,0 %, reflétant des perspectives d'offre en hausse pour la campagne en cours, portées par un net rebond de la production en Inde, des perspectives favorables en Thaïlande et des prévisions globalement positives pour le Brésil.

Par ailleurs, la FAO a relevé ses prévisions de production céréalière mondiale pour 2025 à 3 023 millions de tonnes, grâce à des récoltes record attendues pour le blé, les céréales secondaires et le riz. L'organisation prévoit également une hausse des stocks mondiaux de céréales de 7,8 %, portant le ratio stocks/utilisation à 31,8 %, son plus haut niveau depuis 2001.

APS

Condoléances

C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris le décès de la sœur du Pr Mohamed Chérif Belmihoub. L'ensemble de l'équipe de la rédaction du quotidien "Les Enjeux Eco" lui présente ses sincères condoléances. À Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons

إِنَّا لِلَّهِ وَإِنَّا إِلَيْهِ رَاجِعُونَ

CNUCED

Les IDE en Afrique ont baissé de 38% en 2025, à 59 milliards \$

La chute des IDE a été plus prononcée en Afrique du Nord que dans la partie Sud. Globalement, les flux internationaux ont tendance à se concentrer dans quelques régions économiquement prospères, au détriment des pays en développement. Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) à destination de l'Afrique ont chuté de 38 % en 2025 pour s'établir à 59 milliards USD, selon un rapport publié le mardi 20 janvier par ONU Commerce et Développement (anciennement Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement/CNUCED). Intitulé « Global Investment Trends Monitor », le document précise que la baisse des IDE a été plus prononcée en Afrique du Nord, qui n'a capté que 17 milliards USD durant l'année écoulée contre 51 milliards en 2024, affichant ainsi un repli très marqué de 67 %.

L'envolée des IDE dans cette sous-région en 2024 découlait essentiellement du méga-projet de développement touristique et urbain de la péninsule égyptienne de Ras El-Hekma, porté par Abu Dhabi Developmental Holding Company, le fonds souverain de l'émirat d'Abu Dhabi. L'Afrique subsaharienne a quant à elle attiré 42 milliards USD d'IDE en 2025, ce qui correspond à un recul de 6 % seulement comparativement à 2024. De façon générale, les flux captés par le continent africain l'an passé ont suivi la tendance globale observée dans les économies en développement, où les IDE entrants ont reculé de 2 % pour se situer 877 milliards USD, soit 55 % du total enregistré à l'échelle mondiale. Les pays à faible revenu ont été les plus durement touchés, avec trois-quarts des pays les moins avancés enregistrant des flux stagnants ou en baisse.

Les flux vers les économies développées ont quant à eux bondi de 43 % à 728 milliards USD, stimulés par les bonnes performances de l'Europe et des centres financiers. L'Union européenne a enregistré une hausse de 56 %, soutenue par d'importantes acquisitions transfrontalières et un rebond dans des économies telles que l'Allemagne, la France et l'Italie. À l'échelle mondiale, les investissements directs étrangers ont augmenté de 14 % en 2025, atteignant environ 1600 milliards USD. Plus de 140 milliards USD dans cette hausse proviennent de l'accroissement des flux transitant par les centres financiers mondiaux. Si l'on ne prend pas en considération ces flux en transit, les IDE mondiaux n'ont augmenté que d'environ 5 %, ce qui suggère une faiblesse de la reprise de l'investissement sous-jacent.

Le rapport indique par ailleurs que l'investissement international dans les infrastructures a baissé de 10 % en 2025, principalement en raison d'un net recul des projets d'énergies renouvelables, un secteur dans lequel les investisseurs réévaluent les risques de revenus et les incertitudes réglementaires. Les investisseurs nationaux ont de plus en plus comblé une partie du déficit enregistré, mais la CNUCED fait remarquer que ce déplacement creuse davantage les insuffisances d'investissement dans les pays qui dépendent du financement international pour les grands projets d'infrastructures. Pour 2026, l'institution s'attend à ce que les flux d'IDE augmentent modestement, notamment en raison des effets persistants des tensions géopolitiques et de la fragmentation économique.

Agence